

# CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 51 - février-avril 2017

12<sup>e</sup> année

PRIX LIBRE



Ah! bon Guieu qu'des affich's su'  
les portes des granges!  
C'est don' qu'y a 'cor queuqu' baladin  
an'hui dimanche  
Qui dans' su' des cordieaux au  
bieau mitan d'la place?  
Non, c'est point ça!... C'tantoût on  
vote à la mairie  
Et les grands mots qui flût'nt su'  
l'dous du vent qui passe:  
Dévouement!... Intérêts!... Répu-  
blique!... Patrie!...  
C'est l'Peup' souv'rain qui lit les  
affich's et les r'lit...

*Les vach's, les moutons,  
Les oué's, les dindons  
S'en vont aux champs, ni pus ni  
moins qu'tous les aut's jours  
En fientant d'loin en loin l' long des  
affich's du bourg.*

Les électeurs s'en vont aux urn's en  
s'rengorgeant,  
« En route!... Allons voter!... Cré  
bon Guieu! Les bounn's gens!...  
C'est nous qu'je t'nons à c't'heur' les  
massins d'la charrue,  
J'allons la faire aller à dia ou ben à  
hue!  
Pas d'abstentions!... C'est vous idé's  
qui vous appellent...  
Profitez de c'que j'ons l'suffrage  
univarsel! »

## LES ÉLECTEURS

*Les vach's, les moutons,  
Les oué's, les dindons  
Pâtur'nt dans les chaum's d'orge à  
bell's goulé's tranquilles  
Sans s'ment songer qu'is sont pri-  
vés d'leu's drouéts civils.*

Y a M'sieu Chouse et y a M'sieu  
Machin coumm' candidat.  
Les électeurs ont pas les mêm's  
par's de leunettes:  
- Moué, j'vot'rai pour c'ti-là!... Ben,  
moué, j'y vot'rai pas!...  
C'est eun' foutu crapul!... C'est un  
gas qu'est hounnête!...  
C'est un partageux!... C'est un  
cocu!... C'est pas vrai!...  
On dit qu'i fait él'ver son goss' cheu  
les curés!...  
C'est un blanc!... C'est un roug'!... -  
qu'is dis'nt les électeurs:  
Les aveug'els chamaill'nt à propos  
des couleurs.

*Les vach's, les moutons,  
Les oué's, les dindons  
S'fout'nt un peu qu'leu' gardeux ait  
nom Paul ou nom Pierre,  
Qui' souét nouer coumme eun'  
taupe ou rouquin coumm' carotte  
I's breum'nt, i's béln't, i's glouss'nt  
tout coumm' les gens qui votent  
Mais i's sav'nt pas c'que c'est  
qu'gueuler: « Viv' Môssieu l'maire! »*

[...]

Et v'là!... Pourtant les bét's se  
laiss'nt pas fer' des foués!  
Des coups, l' tauzieau encorne el'  
saigneux d'l'abattoué...  
Mais les pauv's électeurs sont pas  
des bét's coumm's d'aut'es  
Quand l'temps est à l'orage et  
l'vent à la révolte...

I's votent!...

GASTON COUTÉ

## De Calais à Saint-Léger-La Montagne (Haute-Vienne)

*Réflexions concernant la prise en charge des personnes migrantes ressortissantes de «la jungle» de Calais dans le cadre d'une PASS (Permanence d'accès aux soins de santé).*



LA PASS EST UN DISPOSITIF MÉDICO-SOCIAL issu de la loi de 1998 contre les exclusions, financé par l'ARS<sup>1</sup>, et dont le but est d'accueillir toute personne en situation précaire sans couverture maladie, afin de leur offrir un accompagnement social et médical.

À Limoges, un grand nombre des usagers de la PASS sont des demandeurs d'asile, dont les personnes arrivant des camps d'hébergements temporaires de Calais et de Paris, qui sont hébergées depuis octobre aux CAO (Centre d'accueil et d'hébergement) de Limoges et de Saint-Léger-la-Montagne en Haute-Vienne.

Dans les deux centres, il s'agit d'une population traumatisée, ayant été témoins, pour certains, du meurtre de leurs amis et de membres de leur famille, avant d'avoir fui leur pays. Des menaces de mort se sont parfois répétées lors de leur passage depuis la Libye ou l'Égypte vers l'Italie. En Libye, ils sont victimes d'un racisme endémique en raison de la couleur de leur peau et plusieurs ont été séquestrés et vendus comme «marchandise» dans des mines de marbre. Ils ont été battus lorsqu'ils ont dû cesser leur travail en raison de leur épuisement. Les traces de ces expériences traumatisantes sont toujours présentes. Après avoir échappé à leurs abuseurs, les migrants soudanais et éthiopiens ont dû payer plus de 2000 euros à un passeur pour une place dans une embarcation précaire surchargée, avec risque énorme de chavirer avant d'arriver dans un pays européen où se concentrent tous leurs espoirs de sécurité et de paix.

Selon l'ONU, plus de 4600 personnes se sont noyées en 2016 dans la Méditerranée lors de leur périple, sans que les passeurs ne soient pour autant inquiétés.

Ce contexte nécessite une approche globale de la part des professionnels et des bénévoles qui aident ces exilés (terme que

je préfère à celui de migrants, car il traduit plus la réalité de leur situation).

En premier lieu, une connaissance de la situation sociale et politique du pays d'origine est nécessaire. Par exemple, les Éthiopiens demandeurs d'asile sont, pour la plupart, d'origine Oromo, un groupe ethnique victime de représailles par le gouvernement éthiopien. Mohammed\* en est un exemple: étudiant universitaire en 2<sup>e</sup> année de chimie à Addis Abeba, il a essayé de résister à la répression et de lutter pour une société plus égalitaire. Son père a été tué par les militaires et lui-même a été menacé de mort s'il restait dans le pays. Il lui a donc fallu fuir en laissant sa mère et ses quatre sœurs dans une situation précaire.

L'anxiété liée aux souvenirs du passé est fortement majorée par le manque de repères en arrivant en France et par l'incertitude de l'avenir.

Les problèmes de santé présentés doivent être compris dans ce contexte, et nous devons être conscients de leur impact sur l'état de santé des personnes. Le deuil, la peur, la honte, sont des émotions qui ne sont jamais loin.

Un autre patient, qui présentait des marques de fouets que j'avais constatées sur son dos lors d'un examen clinique, a tout d'abord répondu en rigolant. Plus tard dans la consultation, lorsqu'il s'est senti plus à l'aise et quand surtout il a perçu que j'étais à son écoute sans commentaire ni jugement, il a été pris de profonds sanglots qu'il a eu du mal à surmonter. J'avais l'impression que c'était la première fois qu'il pouvait se laisser aller ainsi depuis son arrivée en France.

Nous effectuons un bilan médical complet comprenant un dépistage systématique de la tuberculose, des hépatites et du SIDA.

Ce qui reste très difficile à gérer – en dépit des consultations effectuées par la PASS Mobile, l'équipe en charge des troubles psychologiques –, ce sont les effets du vécu de la personne sur sa santé mentale. Les angoisses liées au vécu sont augmentées par l'incertitude d'obtenir le statut de réfugié – l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) n'a accordé le statut qu'à 31 % des demandeurs en 2015.

La barrière de la langue et l'appartenance à une culture, souvent très éloignée de celle des Européens, entraînent de grandes difficultés de communication que l'aide d'un interprète téléphonique diminue à peine.

Selon le Dr Christophe Lagabrielle, psychiatre au Centre hospitalier Charles-Perrens de Bordeaux, il est essentiel d'encourager la socialisation de ces personnes pour les aider à sortir de la réactivation traumatique et leur permettre de s'insérer dans une nouvelle communauté de vie, source de reconstruction identitaire.

Ainsi, ADOMA, organisme qui gère les CAO de Saint-Léger-la-Montagne, offre un hébergement sécurisé avec un accompagnement social professionnel.

La Mairie et les associations locales (le Secours Populaire 87, la Banque alimentaire et le Radeau actif) ont su créer un environnement chaleureux et humain.

C'est sans doute le moindre et le meilleur qu'on puisse faire pour eux.

MARGARET TOOLAN  
Médecin généraliste

1. Agence régionale de santé.

\* Pseudonyme.

# Chroniques d'un C(h)AO(s)

## La première – Jeter l'encre

CALAIS, Stalingrad, allez, on démantèle et on distribue de façon aléatoire les étrangers dont on ne sait que faire. Non, ils ne passeront pas la Manche.

Ils sont quelques dizaines regroupés dans un CAO (Centre d'accueil et d'orientation<sup>1</sup>) non loin de la frontière creusoise, perdus au milieu des collines verdoyantes et dans le brouillard permanent qui entoure l'endroit\*.

Loin de la ville, sans commerce de proximité, sans moyen de locomotion, on leur avait dit qu'ils seraient hébergés à Bordeaux, les voilà rendus au fin fond du Limousin.

Ces hommes ont entre 20 et 40 ans, leur famille est au Soudan, en Érythrée

ou en Éthiopie, ils ont vécu pendant des mois un voyage épuisant sans en voir encore le bout, sans savoir où demain ils seront, et pourtant ils gardent le sourire et l'envie de partager, de rencontrer et d'apprendre.

## L'accueil... en conjuguant leurs efforts

La municipalité accueille. Adoma<sup>2</sup>, l'organisme missionné par l'État, accueille.

Ce CAO est, comme tous les CAO, un centre de tri sans statut juridique, créé à la va-vite pour désengorger la « jungle » de Calais. Les réfugiés auraient dû être orientés vers un CADA<sup>3</sup> et encadrés par des professionnels formés pour les écouter, répondre à leurs besoins, et faire leur dossier de demandes d'asile pour ceux qui souhaitent rester en France.

Le CAO apparaît néanmoins comme une parenthèse dans leur parcours chaotique, pour qu'ils se reposent, reprennent des forces, et restent au chaud.

Autour du « camp », les habitants s'organisent. Les activités prennent forme autour de la langue française pour garantir un lien social aux réfugiés dans les frontières de

l'hexagone. Les échanges sont nourris, enthousiastes, stimulants.

La structure d'accueil met en place une convention avec l'association locale pour organiser les divers ateliers (sport, cuisine, jeux, etc.) et (surtout) garder le contrôle sur les relations entre « pensionnaires » et « bénévoles ». Elle ne manque pas de



convoquer ces derniers pour exiger qu'ils ne « fassent pas de politique », menaçant de supprimer les ateliers. Car il a fortement été déconseillé aux réfugiés de s'exprimer sur leur histoire, de la raconter aux bénévoles, ce qui pourrait leur porter préjudice et compromettre leur demande d'asile. Une proposition d'atelier « journal » au sein du centre a été refusée catégoriquement.

Dans ces conditions, quel est le rôle des bénévoles qui interviennent au sein du CAO? Comment créer une relation de confiance si l'on ne peut pas parler de soi? Quelle est la marge de manœuvre des réfugiés? Quelle est celle des habitants? L'aide aux réfugiés doit-elle se cantonner à un service de loisir, d'occupation du temps libre des pensionnaires? Comment rompre avec l'isolement des réfugiés et des habitants induit par la localisation même du CAO?

Ne laissons pas à l'État seul le sort de ces hommes. Quand le pays promet au printemps 2015 d'accueillir 30 000 réfugiés sur deux ans, et qu'à peine 1 330 ont été régularisés en août 2016...

Quel avenir pour ces personnes après les CAO? Ils ne seront pas tous orientés en

CADA et malgré la promesse que les « dublinés<sup>4</sup> » ne seront pas renvoyés dans le pays où ils ont laissé leurs empreintes, la plupart d'entre eux seront expulsés hors des frontières françaises.

Il est temps de jeter l'encre et de continuer à s'interroger collectivement sur la notion d'accueil au sens large.

Majd

\* Il s'agit de Saint-Léger-La Montagne (87).

1. Créés en octobre 2015, les Centres d'accueil et d'orientation ont été mis en place à la hâte par le gouvernement français pour « mettre à l'abri » temporairement les évacués des campements de Calais et de Stalingrad à Paris.

2. Entreprise parapublique de bail social, héritière de la Sonacotra, « premier opérateur national pour l'hébergement et l'accompagnement des demandeurs d'asile » selon elle-même. Elle est chargée par l'État de la gestion administrative des migrants dans 33 CAO représentant près de 2 000 personnes. Adoma génère 25 % des différents dispositifs d'accueil de l'État.

3. CADA : Centre d'accueil de demandeurs d'asile. Créés en 1973, ce sont des foyers ou des dispositifs hôteliers qui accueillent les demandeurs d'asile le temps que leur demande soit évaluée. Les CADA dépendent du Code de l'action sociale et des familles (CASF); ils sont donc financés par l'État au travers des préfectures; leur gestion est déléguée à des associations ou à des entreprises.

4. Le terme « Dublinés » qualifie les migrants qui tombent sous le coup du règlement de Dublin III accordé en juin 2013 par l'Union Européenne. Ce texte stipule que si un migrant a effectué une demande d'asile dans un pays (le plus souvent il s'agit du pays par lequel il est entré dans l'Union Européenne), il doit terminer sa demande d'asile dans ce pays. En gros, quand un migrant arrive en Europe, il est souvent pris en charge par le pays d'entrée (Grèce, Italie, Espagne, etc.) ou contrôlé et une demande d'asile y est formulée pour ne pas en être expulsé et ses empreintes sont relevées et centralisées dans le fichier Eurodac. Or, lorsqu'un migrant, souhaitant se rendre dans un autre pays de l'U.E. ou poursuivre sa route, se fait contrôler dans un autre pays (ou s'il y fait une demande d'asile), il peut être reconnu par ses empreintes digitales et renvoyé dans le pays d'arrivée.



## Une expérience originale de collectif de soutien à Limoges

*2014 : des salariés de Goodyear séquestrent deux cadres dirigeants suite à l'annonce de la liquidation de l'entreprise. Ils sont libérés au bout de trente heures sans avoir subi la moindre violence. Dans un premier temps la direction et les cadres portent plainte contre huit salariés de l'entreprise, puis la retirent. Le procureur, en revanche, maintient sa plainte et les « huit » de Goodyear sont condamnés le 11 janvier 2016 à vingt-quatre mois de prison dont neuf fermes. Une première depuis des décennies ! Face à cette justice de classe, des comités se forment un peu partout en France dont un à Limoges dès janvier. Nous nous retrouvons au procès en appel à Amiens les 19 et 20 octobre 2016, puis le 11 janvier 2017 pour le délibéré.*

### Amiens, Goodyear, 19 et 20 octobre 2016

Six heures du matin, gare de Limoges, rendez-vous pour co-voiturer vers Amiens pour le rassemblement de soutien lors du procès des huit de Goodyear. Des voitures sont parties hier, d'autres partiront plus tard.

Au total ce seront près de quarante personnes qui viendront à Amiens, mobilisées par le collectif de soutien de Limoges. L'arrivée se fait en tout début d'après-midi. Un rassemblement a lieu dans un parc un peu à l'écart du centre, la mairie a refusé de permettre au rassemblement de se tenir face au tribunal. Ce qui n'empêchera pas de nombreuses personnes de se retrouver devant toute la journée et de faire des aller-retour entre le tribunal et le parc, créant un défilé ininterrompu de militant.e.s bardé.e.s de drapeaux, de badges, de pancartes à travers les rues d'Amiens dans une joyeuse et bruyante ambiance.

Au parc beaucoup de monde, les messages de solidarité défilent, puis Mickaël Wamen, un des huit, raconte la matinée au tribunal, sous les ovations de plusieurs milliers de personnes. L'après-midi, les témoignages de solidarité continuent avec les ballades en ville en un parcours incessant du parc vers le tribunal, du tribunal au parc. Au parc des dizaines de stands cernent l'espace. Beaucoup de syndicats de base, mais aussi des libertaires, un squat d'Amiens qui propose

des repas vegan, un boulanger itinérant qui se déplace de rassemblement en rassemblement avec son four portatif !

L'ouverture vers d'autres luttes est marquée aussi par les prises de parole contre toutes les violences policières. En témoignent l'intervention très applaudie de frères d'Adama Traoré, mort asphyxié par la police à Beaumont-sur-Oise le 19 juillet 2016, et d'un militant Sud d'Amiens, condamné lors de manifestations contre la loi Travail. C'est l'originalité de ce rassemblement, le dépassement de luttes partielles, de la défense de la seule CGT. Les syndicats de base sont très remontés contre la fédération, les interventions de Mickaël sur l'actualité de la lutte de classe sont sans ambiguïté.



On peut remarquer avec amusement parmi des syndiqués de base très remontés, ceux... d'Areva.

Même si les choses ne changent pas en un jour, on peut voir que les passerelles commencent à se faire entre certaines

bases ouvrières, les militant.e.s les plus radicalisé.e.s, la solidarité avec les quartiers.

Une intervention très applaudie aussi, celle d'un membre de la compagnie Jolie Môme, affirmant qu'il faut désormais refuser de manifester, fouillé.e.s, canalisé.e.s par la police comme lors des dernières manif anti-loi « travaille ». Espérons que la pratique suivra.

L'après-midi et le soir l'action continuera, partagée entre musique et interventions. Malgré l'annonce dès le mercredi soir du délibéré au 11 janvier, la matinée du jeudi est maintenue.

Nous nous retrouvons donc au matin sur la pelouse et le rassemblement se termine par un appel à venir à la tribune des Goodyear avec leurs soutiens les plus déterminés dont notre collectif, longuement cité en exemple, à notre grand étonnement et un peu de gêne.

À la fin de la journée, on se donne rendez-vous pour le 11 janvier, jour de l'annonce du délibéré.

### Le comité Goodyear Limoges

Sa création remonte à fin janvier 2016, peu de temps après l'annonce de la condamnation des Goodyear. En marge d'un rassemblement de soutien à une famille sans papiers menacée d'expulsion, une syndicaliste CGT et une comédienne se rendent compte qu'elles ressentent la même profonde indignation et colère face à cette condamnation.



Première colonne de pneus du comité ; cette sculpture évoluera par la suite et suivra l'ensemble des actions.

Cela suffira à lancer, dès le 28 janvier, le comité de soutien de Limoges. On apprendra par la suite que ce fut le premier comité à se constituer.

L'éclectisme des personnes qui le composent est très vite un atout : artistes, syndicalistes, nuits-deboutistes, individus venus de leur propre initiative ou militant.e.s de collectifs organisés... donnent un élan nouveau aux mobilisations, qui se feront désormais dans une ambiance rageuse, festive et déterminée.

Des actions « Relaxe » (seul jugement acceptable) vont occuper l'espace public dès le 30 janvier lors de la manif anti-état d'urgence permanent.

Le comité sera de toutes les mobilisations : manifs loi travail, nuits debout, lutte des intermittent.e.s et précaires, distribuant des tracts, installant des structures, recourant au théâtre... une diversité d'interventions qui sera largement relayée par la presse locale.

Mais il initiera aussi ses propres actions : réunion publique avec Mickaël Wamen et Fiodor Rilov, l'avocat des Goodyear, projection du film *Liquidation*, en présence de Mickaël et du réalisateur, Mourad Laffitte, pour les plus classiques ; course de vélo et photo solidaire pour les plus iconoclastes.

La lutte des huit Goodyear, dont la condamnation à la prison de syndicalistes dans le cadre de leur action, était alors inédite. Elle rejoint bien entendu un mouvement plus large, car malheureusement l'année 2016 verra une montée sans précédent de la criminalisation des mouvements sociaux.

Le comité de soutien agit pour donner de la visibilité à cette criminalisation. Le traitement médiatique des luttes sociales ne cherche qu'à décrédibiliser celles et

ceux qui luttent, les humilier, montrer leur « violence » face à un patronat présenté toujours propre et policé.

Nos actions interpellent, suscitent la curiosité et induisent des articles donnant un autre regard sur ces mouvements de contestation.

Après le réquisitoire d'octobre, nous nous sommes donc donné rendez-vous le 11 janvier, à Amiens, 9 heures, devant le tribunal.

Et pour mobiliser contre la répression syndicale, contre la criminalisation du mouvement social, le comité Goodyear 87 s'est mis au diapason avec l'événement du moment : Happy Good Year !!

Les 4 et 10 décembre, concert happy good year spéciale Relaxe dans les rues de Limoges, avec un accueil chaleureux des habitant.e.s qui sont venu.e.s témoigner leur soutien aux huit condamnés.

#### Délibéré du 11 janvier 2017

On se retrouve le 11 janvier 2017 à quelques centaines de soutiens venus de toute la France (et même de Belgique), dont une douzaine à nouveau venus de Limoges pour entendre le délibéré du

jugement. Un peu avant 14 heures les inculpés ressortent, le visage fermé. Le couperet tombe : une relaxe, une peine de deux mois de prison avec sursis, deux de trois mois avec sursis, quatre de douze mois avec sursis, dont Mickaël Wamen, toutes avec cinq ans de mise à l'épreuve et inscription au casier judiciaire. Même si c'est un gros recul par rapport aux premières peines de prison ferme, c'est la consternation chez les militants. Le seul jugement acceptable est la relaxe. Mickaël Wamen a déjà annoncé qu'il allait se pourvoir en cassation. Un appel aux comités de soutien est lancé pour continuer la lutte et soutenir les prochaines initiatives des Goodyear ainsi que toutes les victimes des violences policières, dans les entreprises, les quartiers, les facs, les lycées.

Déjà, avant ce verdict, des sections CGT (dont celle de Goodyear) avaient décidé d'attaquer en justice les décrets d'application de la loi « travaille » (et Tais-toi !). Le comité Goodyear de Limoges continuera aussi la lutte.

Contacts :

[soutienauxgoodyear87@gmail.com](mailto:soutienauxgoodyear87@gmail.com),

Facebook : Comité de soutien aux Goodyear 87



Le 27 mai, procès des Air France dans l'affaire dite « de la chemise », pour nous faire oublier que c'est l'affaire des 2 900 emplois supprimés par la firme : soutien solidaire Goodyear - Air France.



## Mines d'or et de métaux : des projets toujours aussi minables !

### En Creuse : vers un renouvellement du permis minier de Villeranges, pour trois ans !

Malgré l'abandon de sa campagne de forages, Cominor-La Mancha s'accroche aux gisements d'or de la vallée de la Voueize.

La multinationale a déposé, le 17 juillet 2016, une demande de renouvellement de son permis de recherches. Le périmètre, toujours aussi près de l'Étang des Landes a été réduit à 34 km<sup>2</sup> et quatre communes : Lussat, Chambon-sur-Voueize, Lepaud, Auge ; la demande est effectuée pour trois ans. Cominor déclare vouloir réaliser les forages qu'elle a été dans l'impossibilité de faire, à cause, selon elle, de la désinformation des collectifs opposés au projet, de la sécheresse, des conventions que les propriétaires des terrains concernés ont refusé de signer... et enfin de la restructuration de la société (elle multiplie les fusions et les projets de mines d'or en Afrique de l'Ouest : Mali, Côte d'Ivoire, Burkina Faso... et en Australie).

Enfin, la Cominor déclare avoir estimé, le seul gisement des Farges, à 18,92 tonnes d'or, ce qui représente au cours actuel de l'or, 700 millions d'euros. Et tout cela, grâce à un traitement informatique des données recueillies par Total Compagnie

Minière dans les années 1980 ! Cette information est invérifiable puisque la Cominor n'a transmis qu'un tableau de ses résultats et ne donne pas de détails sur sa méthode de calcul. De plus, c'est une opération banale dans le secteur des mines : surévaluer les gisements afin de « charmer » les éventuels investisseurs et les pouvoirs publics (cf. affaire Uramin).

Voilà, le ministère de l'Économie vient d'ordonner au préfet de la Creuse, de déclencher la procédure d'instruction du renouvellement du permis minier : les maires des quatre communes concernées doivent donner leur avis avant le 10 février.

Mais la mobilisation a mûri et personne ne se laissera impressionner par le rouleau compresseur que la multinationale et l'État continuent de faire avancer ! Un projet, nuisible à souhait, verrouillé par des institutions à son service, et ce grâce à des lois et un code minier taillé sur mesure. Le seul but : imposer la mine, après des années de recherches et de procédures interminables !

Face à cette débauche de procédures et de techniques, nous répondrons simplement que nos territoires sont pleins de vie et de projets d'avenir, que les habitants des territoires convoités sont prêts à s'opposer aux forages pendant encore trois ans de plus !

### Au sud de Limoges : un permis minier pour l'or de 261 km<sup>2</sup>, accordé pour cinq ans !

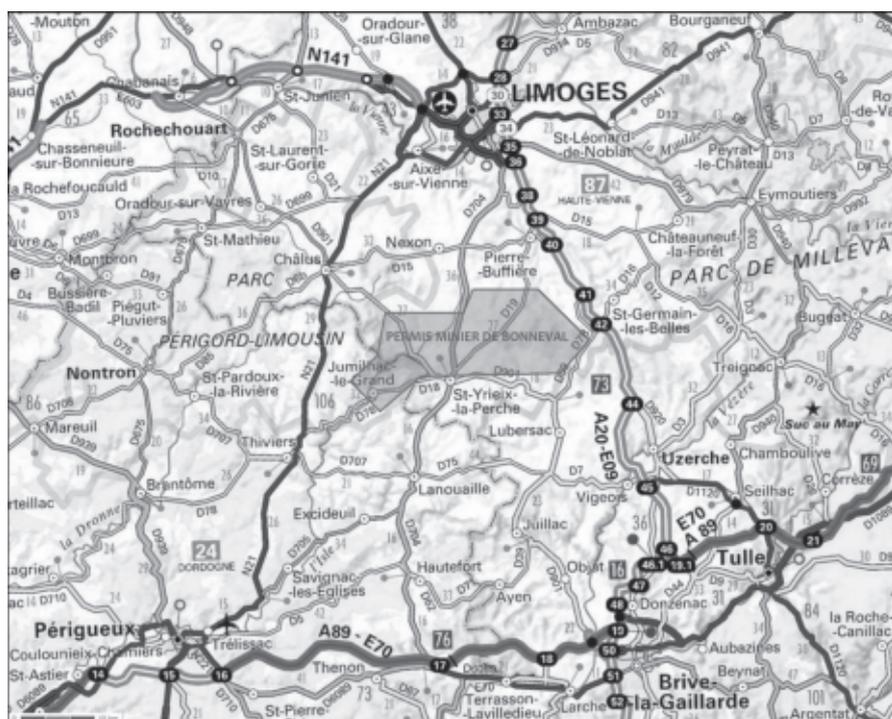
L'État a accordé, le 22 décembre 2016, le Permis exclusif de recherches de Bonneval, sur huit communes : Coussac-Bonneval, Château-Chervix, La Meyze, La Roche-l'Abeille, Ladignac-le-Long, Le Chalard, Meuzac, Saint-Priest-Ligoure, Saint-Yrieix-la-Perche, dans le département de la Haute-Vienne, et Jumilhac-le-Grand, dans le département de la Dordogne. Un cadeau de Noël du gouvernement pour la compagnie australienne Montezuma mining et sa filiale française Cordier mines, ainsi que pour le directeur général de Variscan Mines qui a donné un coup de main pour rédiger la demande de permis.

Le projet de PER annonce la production éventuelle de 10 tonnes d'or. Si la France a besoin de cet or, il est aujourd'hui disponible sous forme déjà traitée en lingots et pièces au sous-sol de la Banque de France qui contient officiellement 2 435 tonnes d'or alors que, depuis 1976, cet or ne joue plus aucun rôle monétaire.

La population est mobilisée et une association, StopMines87, s'est créée pour lutter contre le projet minier de Bonneval. Elle a tenu sa première assemblée générale le 21 Janvier 2017 à Saint Yrieix-la-Perche.

Le secteur du P.E.R. de Bonneval a déjà subi les conséquences de l'exploitation minière. Notamment avec les mines d'or du Bourneix qui ont été exploitées par Areva jusqu'en 2001. Et ce ne sont pas moins de 510 000 tonnes de déchets toxiques (arsenic, cyanure, etc.), qui ont été laissés sur place depuis par Areva : ils sont encore aujourd'hui stockés dans un vallon de la commune de Jumilhac-le-Grand, au lieu dit Les Fouilloux.

L'élaboration du dossier de demande du PER de Bonneval a été effectuée par la société E-mines, dirigée par Michel Bonnemaïson, par ailleurs directeur général de Variscan mines : une multinationale australienne, qui a déjà obtenu du ministère de l'Industrie, six permis miniers, les PER de Ténie, Saint-Pierre, Beaulieu, Merléac, Loc-Envel et Silfiac. Un septième permis minier est en passe de lui être accordé : le permis de Salau en Ariège.



### Stockage de déchets radioactifs par Areva, sur la commune d'Anzème

Le préfet de la Creuse est resté sourd à la demande des Creusois : abandonner le projet de stocker 18000 tonnes de déchets uranifères sur un terrain d'Areva, à Anzème, au lieu-dit Le Vignaud. En janvier 2017, l'association Sources et Rivières du Limousin a déposé un recours demandant l'annulation de l'arrêté préfectoral autorisant ce stockage, auprès du tribunal administratif de Limoges.

Ces déchets radioactifs, dont une partie a été utilisée à l'époque comme remblai pour les routes, chemins, cours de ferme, etc., et qui sont actuellement disséminés aux quatre coins de la Creuse, représentent un danger pour la population : il faut les déplacer. Mais pas dans n'importe quelles conditions !

Le site du Vignaud est inadapté : il y a un risque de pollution des aquifères, la présence de captages d'eau en aval et du site classé Natura 2000, les gorges d'Anzème. Ensuite, Le Vignaud est une ancienne mine pour laquelle les procédures administratives de fermeture du site n'ont jamais été réalisées !

On peut relever aussi que pour un projet identique en Corrèze (le site du Longy à Millevaches), une enquête publique avait été ouverte et qu'elle a été tout simplement oubliée pour le projet Creusois !

À méditer, et à suivre avec attention !

### L'exploitation des métaux en France : une nécessité à tout prix ?

*Le potentiel minier français est suffisamment important pour justifier la réouverture de mines. Trois métaux présentent un fort potentiel de développement sur le territoire métropolitain : l'or, le tungstène et l'antimoine.* (J.-C. Guillaneau, directeur des géoressources au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), 27 janvier 2016, *La Gazette des communes*).

La position de l'État semble ici sans ambiguïté : c'est le potentiel minier qui justifie des réouvertures de mines. Pourtant ce potentiel n'a pas évolué depuis leur fermeture. Il ne s'agit pas là d'une ressource renouvelable. Mais qu'est-ce qui a changé depuis dix ans ?

Le fondement d'une telle affirmation est uniquement économique et conjoncturelle : le cours de l'or est passé de 14 000 € le kg en janvier 2006 à 43 000 € le kg en septembre 2012 au plus haut de la crise mondiale, l'or servant alors de valeur refuge.

S'il a ensuite chuté à 28 000 € le kg en décembre 2013, le cours aujourd'hui se stabilise à 30 000 € le kg. Le cours a donc globalement doublé en dix ans.



Lingots d'or extraits des coffres de la Banque de France, sans PER !

De quoi ressortir des cartons les projets miniers, puisque le coût de l'exploitation devient potentiellement rentable. De quoi permettre aux industriels du secteur de promettre à l'État de la croissance et de l'embauche.

Et comme l'État est en recherche de solutions rapides pour retrouver une croissance à tout prix, c'est le ministre du Redressement productif qui a franchi le pas en juillet 2014 en annonçant la relance des mines en France.

### Toute mine est irresponsable

Le 15 septembre 2016, Ingénieurs Sans Frontières et France Nature Environnement quittaient ensemble la table du groupe de travail sur la « Mine responsable », initiative engagée par le ministère de l'Économie en mars 2015.

*Il s'agit en réalité d'une « charte » volontaire remplaçant la réforme attendue du code minier. Selon ces deux organisations nationales : Le seul véritable progrès qu'ait réalisé l'industrie minière est d'obliger les exploitants à respecter certaines règles minimales qu'ils ignoraient volontairement jusqu'alors. À l'heure de l'intensification de cette activité, les exploitants miniers devraient redoubler d'efforts pour réduire leurs impacts, d'autant qu'ils travaillent globalement de la même façon depuis le siècle dernier. En effet, ni les processus d'extraction ni ceux du traitement du minerai n'ont été fondamentalement réinventés depuis. La constante automatisation des procédés et l'utilisation massive de modélisations numériques ont certes amélioré les conditions de sécurité des travailleurs, la définition des zones minéralisées et la valorisation des minéraux extraits ; mais les conflits sociaux, les désastres sanitaires et environnementaux persistent, aggravés par la tendance moderne au gigantisme des exploitations minières.*

### Fin du projet de mine d'or en Creuse ?

Tel est le titre d'un article paru dans *La Montagne* (1<sup>er</sup> janvier), relayant un article des *Échos* (15 décembre 2016), intitulé : « En France, des projets de mines d'or en suspend : La Mancha renonce à son projet, [...] des députés tentent de relancer la réforme du Code minier ».

Citation : « La Mancha a décidé de jeter l'éponge. Son projet de mine d'or dans la Creuse ne verra pas le jour. En tout cas, pas de sitôt. [...] Des contraintes réglementaires très fortes et une non-acceptation locale ont découragé sa filiale Cominor. [...] ».

En fait, il s'agit là d'une communication orchestrée par le lobby minier, d'un chantage au retrait des projets, pour faire pression sur l'État afin de faciliter le renouveau minier, tout en propageant l'idée que le système est archaïque (le code minier date de 1810 !). La France est regardée par les investisseurs étrangers (Canadiens, Australiens) comme un territoire où les lois empêchent le business. Ne nous leurrons pas, dans les mêmes pages où, il y a un an, ils disaient à leurs actionnaires que la Creuse était un « laboratoire », ils disent aujourd'hui que leurs difficultés viennent d'une réglementation qui les empêche de faire bénéficier notre pays des richesses de son sous-sol. Cet article est d'abord un plaidoyer pour un nouveau code minier, plus laxiste que le précédent, car il en est du code minier comme du code du travail : le moderniser, c'est le rendre plus permissif.

« En tout cas, pas de sitôt » n'annonce pas la fin du PER. L'article ne dit pas que Cominor retire sa demande de prolongation du PER déposée en bonne et due forme, il ne parle même pas de cette procédure administrative qui est en cours et vient d'être relancée par la préfecture (voir page précédente).

# À part ça tout va bien. Brèves anti-industrielles

Shall we leave this place  
now dear?  
Is there somewhere out  
of here? <sup>1</sup>

ABATTOIR BLUES

EN FAIT, LE PROBLÈME EST SIMPLE. Nous n'allons nulle part.

Chacun de nous. Et bien sûr la société dans son ensemble.

On me dira (la culture moderne nous le martèle depuis si longtemps) : c'est naturel, il en fut toujours ainsi. Une histoire pleine de bruit et de fureur, racontée par un idiot, et qui ne signifie rien.

Il semble quand même que cela ne soit pas tout à fait la même chose : nous avons du mal à supporter ce vide ; nous en mourons doucement.

Tous ces yeux ont beau s'éteindre devant les écrans, les visages sont marqués par le découragement ou la fuite éperdue.

Même les plus discutables des chansons de la radio en sont pleines : nous n'allons nulle part.

Il n'y a pas d'autre explication à chercher à cette épidémie de voyages en kit qui frappe nos contemporains.

Et ces voyages sont en vain, bien sûr. Enfin, pas pour tout le monde : le tourisme mondial est aujourd'hui l'un des secteurs industriels dont le chiffre d'affaires est le plus élevé. C'est l'un des principaux moteurs de l'économie.

L'ennui ravage les âmes, et le tourisme ravage le monde.

**« Un jour, nous prendrons des trains qui partent. » (Antoine Blondin)**

Le propre du tourisme, et de l'économie capitaliste en général, est d'exploiter, de « valoriser » tout ce qui peut l'être, dans

une fuite sans fin, *solvet seclum*<sup>2</sup> : rien ne peut espérer rester à l'abri très longtemps. C'est l'usure du monde (voir Rodolphe Christin, *L'Usure du monde. Critique de la déraison touristique*, Éditions de l'Échappée, 2014).

On peut lire dans le numéro d'octobre du journal *CQFD* une description substantielle de l'attaque redoutable que subit actuellement la ville de Lisbonne, « *devenue en cinq ans [...] une des destinations les plus prisées d'Europe, avec chaque année de nouveaux records dans le secteur du tourisme* ».

Tout y est. L'importance décisive des infrastructures de transport : avions *low cost*, mais aussi paquebots déchargeant quotidiennement sur la ville leurs stocks de touristes, en milliers d'unités.

Les plateformes Internet de location d'appartement, qui jouent désormais un rôle décisif dans l'explosion du prix des loyers pour les Lisboètes.

de gagner, mais au moins de mener bataille, pour peu qu'un nombre significatif de gens prennent les choses en main et se rencontrent.

On peut penser en effet que des actions, mesurées mais fermes et argumentées, de perturbation des infrastructures touristiques, auraient vite un certain effet. *A fortiori* si les opposants ne craignent pas de mettre en cause directement les touristes eux-mêmes, qui sont les complices, ou au mieux les instruments passifs, de ce processus qui détruit la vie de tas de gens – et pas au bout du monde, dans les bagnes industriels chinois – mais sous leurs yeux.

Il y a eu un exemple fort intéressant de lutte de ce genre, récemment, contre la « gentrification » de San Francisco provoquée par l'afflux de salariés de la Silicon Valley.

Lisbonne avait encore beaucoup à perdre : nombre de ses quartiers centraux sont (ou étaient) encore, malgré tout, des quartiers populaires. C'est d'ailleurs ce spectacle que viennent chercher les touristes.

Nous perdrons là une autre occasion de nous faire une idée de ce à quoi pouvait ressembler la vie dans une ville historique européenne avant la généralisation des centres commerciaux à ciel ouvert et autres parcs à thèmes grandeur nature.

En France, à l'exception peut-être de Marseille, les villes ont connu il y a déjà des décennies le remplacement des classes populaires par les « nouvelles classes

moyennes supérieures ». Il n'y reste désormais plus grand-chose à sauver : regardez le cloaque que devient chaque année davantage la pauvre ville de Paris (vingt millions de touristes par an !).

C'est peut-être la raison pour laquelle il y a tant de touristes français à Lisbonne : ils viennent faire subir aux autres, quelques semaines par an, ce qu'on leur fait subir chez eux le reste de l'année...



*La liberté d'expression semble être souvent un concept à deux vitesses, surtout quand cette liberté vient ternir des intérêts économiques comme le tourisme de masse. Gianni Berengo Gardin, un grand photographe italien, vient visiblement d'en faire les frais... Censuré, il voulait dénoncer le tourisme de masse à travers la photographie de paquebots géants qui étouffent Venise.*

Le rôle central de l'État portugais : non seulement en finançant les infrastructures, ou en menant de violentes opérations de « rénovation urbaine », mais aussi par toute une série de mesures légales ou fiscales favorisant le phénomène.

Le plus attristant est que cette offensive de l'économie ne rencontre presque pas de résistance. Il serait pourtant possible, sinon

## Projet de poème didactique (1995)

Nous voulons faire sécession  
 Nous voulons lâcher l'ombre pour la proie  
 Leur progrès, nous n'en voulons plus  
 Nous disons que nous voulons  
 Cultiver la démarcation d'avec ce monde  
 infâme et absurde  
 Nous n'aimons pas leur travail, nous n'ai-  
 mons pas leur morale  
 Nous trouverons mieux à faire  
 Leur pauvre confort, leurs pauvres plaisirs,  
 leurs pauvres raisons  
 Nous n'en voulons plus  
 Nous nous en passerons  
 La société moderne s'écroule  
 Qu'elle crève!  
 Ce n'est pas la nôtre  
 Nous comptons bien ne pas nous étouffer

sous ses décombres  
 Son effondrement sans fin  
 Peut-être le temps viendra d'un nouveau  
 départ pour les hommes  
 Peut-être il s'en trouvera demain assez  
 pour reprendre en main  
 Le drapeau de la bonne vieille cause  
 Pour la faire vaincre  
 Résoudre enfin la question sociale  
 Suspendue depuis deux siècles  
 Peut-être la fin d'un monde ne sera-t-elle  
 pas  
 Finalement  
 La fin du monde  
 Rien n'est moins sûr  
 Mais pour nous, notre temps  
 C'est aujourd'hui  
 Il n'y aura pas d'autre vie  
 D'autre jeunesse  
 Il n'y aura jamais de liberté plus grande

En tout cas nous ne l'attendrons pas  
 C'est aujourd'hui qu'il faut reconnaître  
 Ce qui est mauvais  
 Le dire, et le rejeter, et le combattre  
 C'est aujourd'hui qu'il faut reconnaître  
 Ce qui est encore bon  
 Se rappeler de ce qui l'a été  
 Inventer ce qui pourra l'être  
 Le dire, et le prendre, et le défendre

Nous ne nous reconnaitrons pas  
 Dans ces miroirs faussés  
 que l'on nous tend de toute part

CÉDRIC

PS: Avec un peu de chance elles n'exploseront  
 pas cet hiver.

1. «Partirons-nous d'ici maintenant, chéri(e)?  
 Y a-t-il quelque part où aller en dehors d'ici?»
2. «Jusqu'à la fin des temps».

# Non aux éoliennes géantes !

LA COMMUNE DE BERSAC-SUR-RIVALIER (87), sous l'ac-  
 tion – ou plutôt sous le joug – de son maire Jean-Michel  
 Bertrand, prévoit d'implanter un parc éolien en lieu et  
 place du sentier de randonnée du bois des Échelles.

Ce patrimoine naturel, remarquable par sa beauté et  
 son caractère, risque d'être sacrifié avec la mise en  
 place de 7 éoliennes géantes de 180 mètres de haut\*,  
 muraille hideuse qui s'étendrait de Beaubiat jusqu'à  
 Bersac pour une durée d'au moins vingt-cinq ans.

Les principaux bénéficiaires de ce projet industriel et  
 financier sont la société EDP Renewables et sa maison  
 mère EDP, producteur et distributeur d'énergie élec-  
 trique portugais détenu par des fonds d'investissement  
 anglo-saxons et chinois.

Comme souvent, c'est aux dépens des habitants  
 concernés, des paysages naturels et de la faune que sont  
 construits ces parcs éoliens, l'alibi écologique servant  
 de paravent aux financiers.

L'enfumage des petites communes rurales, incapables  
 de négocier sur un pied d'égalité avec les industriels, est  
 évident. Pour quelques dizaines de milliers d'euros de rentrées pour les communes, on dit «amen» et on sacrifie le patrimoine naturel sur l'autel de la transition énergétique.

Les industriels et leurs actionnaires financiers, eux, récoltent des dizaines de millions d'euros sur chaque projet.

L'intérêt général à Bersac est de préserver et de valoriser le patrimoine naturel, de protéger un couloir migratoire où passent deux fois par an plus d'un million d'oiseaux, et non de satisfaire l'intérêt particulier de maires et d'élus locaux trop enclins à céder aux sirènes de l'argent. D'ailleurs la population des hameaux a déjà largement versé sa contribution à la collectivité avec la mine d'uranium, l'usine de traitement d'Areva et, aujourd'hui, le site de stockage de déchets radioactifs implantés sur la zone.



ASSOCIATION DES HABITANTS ET AMIS DE BELZANNE

Julien Mathieu & Charles-Antoine de Rouvre: 06 63 11 71 39 & 06 08 26 15 79  
 djuls.mathieu@gmail.com – charlesantoine@derouvre.fr

\* 7 éoliennes de 3 mW = 105,5 db par éolienne, soit l'équivalent de 4 fois le bruit d'une autoroute à 2x2 voies!



## Extraire, produire, consommer...

**« Nous, les peuples faisons front et luttons pour arrêter les destructions de nos territoires par l'exploitation des gaz de schiste, les parcs éoliens, les mines, les puits de pétrole et les oléoducs. Le temps est venu que la dignité humaine gouverne ce pays et le monde, et que fleurissent la démocratie, la liberté et la justice. »**

*Congrès national indigène, Mexique, janvier 2017.*



« Les Veines ouvertes de l'Amérique Latine<sup>1</sup> »

Dans ce livre, Eduardo Galeano raconte l'histoire du pillage des ressources naturelles, qui a ruiné un des espaces les plus prometteurs de l'univers. En deux parties, il aborde « La pauvreté de l'homme comme conséquence de la richesse de la terre » et « Le développement est un voyage avec plus de naufragés que de navigants ». Le conquistador avec ses armes, l'Église avec ses croix, ont imposé aux peuples autochtones l'extraction de richesses aidant au développement des métropoles occidentales : en un siècle, les cités minières telles Potosí, Zacatecas, Guanajuato, ont ramené 181 tonnes d'or et 16 000 tonnes d'argent.

En Amazonie, les *seringueros* ont extrait le latex de l'hévéa, le caoutchouc assurant au Brésil jusqu'à 40% de ses exportations. À partir des années 1970, de nouveaux investisseurs recherchent minerais et hydrocarbures, notamment dans les forêts où certains *seringueros* avaient obtenu des lots individuels. Ils s'opposent aux défrichages avec l'aide du CNS (Conseil national des *seringueros*), dont un animateur, Chico Mendes, sera assassiné en 1988. La construction d'une autoroute de 5 000 kilomètres, la Transamazonienne, a conduit à une catastrophe écologique : 220 000 km<sup>2</sup> de forêts primaires disparus,

15% du sous-sol réservés pour les hydrocarbures et 21% pour les entreprises minières, agriculture paysanne détruite, sols, nappes phréatiques et humains malades.

Les forces de l'ordre, l'armée, les milices assurent une répression féroce : assassinats de près de mille défenseurs de l'environnement dans les années 2000.

### « Extractivisme progressiste » et « Zones de sacrifice »

Dans la période récente, des gouvernements « de gauche » sont arrivés dans cette région du monde. Élus sur la promesse de réduire les inégalités sociales et dans le but d'endiguer les nombreux conflits sociaux, ils utilisent les richesses extraites de leur sous-sol : « Nos ressources naturelles nous offrent une occasion unique de pouvoir nous développer » dit Rafael Correa, Équateur. Ce « néoextractivisme progressiste » est basé sur le choix de « zones de sacrifices », en général peuplées d'indigènes et de paysans, dans lesquelles la nature, la culture, les vies sont détruites pour « le bien de tous ». La dépendance aux capitaux étrangers – qui investissent dans ces secteurs, aux prix des marchés de matières premières – et aux importations de produits de consommation courante, s'est fortement aggravée.

Aujourd'hui, la plupart des États d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud connaissent de graves crises économiques et sociales. Il n'y a pas eu de répartition significative des richesses et aucune réforme agraire n'a été réalisée.

Certaines des organisations qui avaient accompagné l'arrivée de ces régimes

« progressistes » (syndicats soutenant Lula au Brésil, communautés indigènes alliées de Morales en Bolivie, organisations dans les quartiers populaires associées à Chavez au Venezuela, etc.) sont en crise et une partie de la population est désespérée.

### Fièvre extractiviste et « croissance verte »

En Europe, l'extraction de ressources avait été importante : exploitation du sous-sol en Andalousie par Rio Tinto, une des plus grandes compagnies minières du monde, extraction du charbon, richesse de la Grande-Bretagne, mines de fer en Lorraine, etc.

La hausse des prix des matières premières dans les années 2000 a relancé une exploitation massive du sous-sol. Ainsi, Arnaud Montebourg, sémillante figure de la « gauche » du PS, déclarait en octobre 2012 : « Je souhaite donner une nouvelle ambition à la France, celle de redevenir un pays dans lequel on peut exploiter les mines. » Des PERH (Permis exclusif de recherches de mines) et des PERH pour les hydrocarbures sont alors accordés, tel celui de Villeranges en Creuse. Les « zones de sacrifice » sont le Massif armoricain, le Massif central, les Vosges, les Pyrénées. La faible densité de population fait espérer aux « décideurs » une mobilisation des populations limitée. En général, la recherche est réalisée par une petite entreprise dynamique, dite « junior », destinée à être rachetée par une « senior » plus importante, au stade de l'exploitation. Parfois des mines à faible teneur, à l'abandon, sont rouvertes grâce aux prix actuels et aux progrès techniques. D'autre part, les nouvelles technologies, dites « vertes », sont friandes de sous-produits inutilisés auparavant, tels le lithium, le niobium ou le germanium.



Cette nouvelle frénésie extractiviste se traduit par 10% des terres arables dans le monde inutilisables pour l'agriculture, 40% fortement dégradées. Mais l'OCDE assure que nous allons vers une « croissance verte » et le PVE (Parti vert européen) évoque un « Green New Deal ». Avec Internet, le tout-numérique et le tout-connecté, on veut nous faire croire à une « dématérialisation » en marche. En fait les NTIC (Nouvelles technologies de l'information et des communications) et leurs serveurs, câbles, « data centers », fibres optiques, etc., consomment beaucoup de métaux, dont certains sont rares. Il n'y a pas eu de transition énergétique, mais une addition successive de sources, pétrole, charbon, nucléaire, énergies « vertes ». Ainsi, la consommation mondiale de ressources par habitant est passée de 6 millions de tonnes en 1900 à 49 millions en 2000 et à 70 millions en 2015 !

### Territoires en résistance

*« Notre mouvement n'a pas de leader. Notre vision de la société n'est pas celle qu'on cherche à nous imposer. Des alternatives existent ! »*

Festival No mine's Land en Creuse.

*« Ce qui faisait notre force est qu'ils ne pouvaient pas savoir à qui parler ni d'où viendrait le coup suivant. »*

Un opposant aux gaz de schiste.

Les liens entre habitants d'un territoire sont essentiels, qu'ils existent déjà, telles les communautés indigènes, ou qu'ils se créent et se renforcent pendant les actions collectives. Ceux qui résistent le plus efficacement sont organisés de façon horizontale, sans chefs ou instances centralisées. Cela permet à beaucoup de découvrir l'arrogance des industriels, des représentants de l'État, des politiciens. Les « décideurs » usent de manipulations publicitaires pour

développer l'« acceptabilité sociale », autre nom de la soumission. Les opposants sont présentés comme rétrogrades, naïfs, obscurantistes, irrationnels : « des emplois seront créés », « le développement économique est en jeu », « les technologies modernes sont vertes et responsables »... La stratégie consiste à tenter de fractionner l'opposition, ciblant les violents, les « terroristes verts ».

Policiers, milices patronales, groupes d'extrême droite et, dans certains pays, l'armée et les paramilitaires, répriment avec violence les contestataires.

Vivre ces événements conduit à la prise de conscience qu'aucune solution n'est à attendre du système dominant, du « progrès » technique ou des « partenaires » politiques. Souvent des alternatives sont initiées collectivement pour faire du territoire en jeu un lieu de vie, « qui se construit socialement et culturellement à l'image du peuple qui l'habite » (Absalon Suarez, communauté du Pacifique).

### Pour tout l'or du monde,

**« nous ne vendrons pas notre avenir ! »**

Au nord de la Grèce, la Chalcidique vit de l'agriculture et du tourisme, mais renferme des ressources minières attirant les convoitises. Dans une région occupée par quelques villages, l'État vend, pour une somme dérisoire, les droits d'exploitation à la société canadienne Eldorado Goldfield, associée à un homme d'affaires grec. Ce projet, assorti de mirifiques promesses d'emplois, va dévaster la magnifique forêt de Skouries et la montagne Kovakos, source d'eau essentielle :

- creusement d'une énorme mine à ciel ouvert (700 m de diamètre et 220 m de profondeur),
- construction d'une usine de traitement du minerai (or et cuivre),
- immense réservoir pour accueillir les déchets (98% de ce qui est extrait).

Début 2012 : « SOS Chalcidique » fédère 16 villages, avec des ramifications dans le grand port de Thessalonique, 100 kilomètres à l'ouest.

Février 2013 : une cinquantaine d'habitants brûlent les équipements du chantier principal. Quelques jours plus tard les forces de police organisent des rafles dans le village de Ierissos et arrêtent 154 personnes. Des barricades sont dressées et le lendemain 20 000 personnes défilent à Thessalonique.

La société canadienne se présente alors dans les médias comme une bienfaitrice : « Nous avons une responsabilité sociale d'entreprise, les mairies nous demandent et nous leur donnons de l'argent pour leurs travaux », et se dit victime « d'une partie de la communauté locale qui veut imposer sa propre loi et fonctionne comme un village gaulois ».

30 avril 2013, 3 heures du matin : des forces spéciales antiterroristes investissent Ierissos et arrêtent 2 habitants ; 4 heures du matin : le poste de police est incendié, des barricades sont installées. Une villageoise : « L'État a décidé de transformer la Chalcidique en un laboratoire de la violence et de la répression pour l'exporter vers le reste du pays. Les habitants ont décidé d'en faire un laboratoire pour la liberté et le combat. »

L'arrivée du gouvernement de Tsipras n'a rien changé, les travaux de la mine continuent. « Les gens qui luttent sont déçus, mais c'est pareil dans toute la Grèce : avant d'arriver au pouvoir Syriza soutenait toutes les luttes... » (Niki Velissaropoulou).

Originaire de la région, elle filme les événements depuis 2012 et suit particulièrement deux adolescentes qui y participent, Garifalia, d'une famille orthodoxe traditionnelle, et Dimitra, d'une famille anarchiste. Son film, en voie d'achèvement, interroge sur « quelle prise de conscience politique ces événements vont créer chez les adolescents ? ».

Son titre : **Nous ne vendrons pas notre avenir !**

ÉLAN NOIR

1. E. Galleano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique Latine*, Pocket, 2001.

Un livre : *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature*, Anna Bednik  
Deux émissions sur <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/> :

- 19 septembre 2016 avec Anna Bednik,
- 14 novembre 2016 avec Niki.

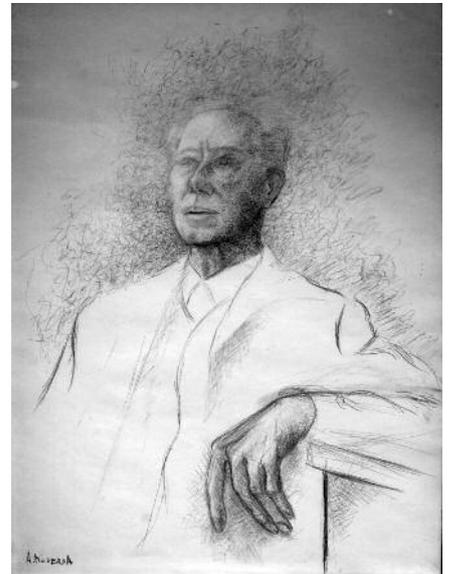
## Administration indienne et démocratie directe

Parlant d'une «vraie» démocratie, on se réfère au mieux au modèle grec (je sais, je sais, les femmes ne votaient pas, les esclaves non plus, etc.). Cependant, par rapport à aujourd'hui, il y a quelques petites choses qu'on peut retenir et montrer, bien entendu pour ceux qui croient en la «démocratie»

(ce qui fait quand même beaucoup de monde!). Être élu : c'est une charge, qui implique du temps, de l'énergie à donner à la «cité», ça n'est pas rétribué du tout ; c'est une obligation, ça tourne et tout le monde (enfin presque) doit y passer. Ça serait une sacrée évolution, pour ne pas dire plus ! Et c'est effectivement quelque chose que tout un chacun peut comprendre en ces temps de théâtre électoral.

Le texte de B. Traven me plaît : «Tu vas exercer une fonction, et quand même un certain pouvoir, mais tu vas t'en souvenir longtemps, et c'est sûr que tu n'y reviendras pas!» : voilà ce que, pour moi, cette histoire veut dire.

S.



serait néfaste au bien du peuple. S'il venait jamais à s'accrocher à son poste, on lui mettrait sous les fesses un feu si grand et si long qu'il ne resterait rien de lui ni du siège.

Dès que le pot empli de braises ardentes a été glissé sous le siège, des maximes rimées sont dites par un homme de la tribu dont l'élu se retire, un homme de la tribu qui élira le jefe l'année suivante et un homme de la tribu dont est issu le cacique nouvellement investi. Tant que la récitation des sentences n'est pas terminée, le nouveau chef ne doit pas se lever de son siège. La durée de l'épreuve dépendra de la popularité ou de l'impopularité de l'élu parmi ses frères de race. Les récitants pourront soit psalmodier les rimes lentement et précautionneusement, ou bien les dire avec toute la hâte permise sans trahir ouvertement leur intention. Lorsque l'homme qui doit parler à son tour a l'impression que ceux qui l'ont précédé ont été trop rapides, il a le droit de réparer le dommage très largement par une lenteur redoublée de son discours.

Le chef, quelles que soient ses sensations, ne doit manifester d'aucune manière, grimace ou geste, les effets de la chaleur sur sa personne. Bien au contraire, lorsque tous les aphorismes ont été récités, il ne se relève pas immédiatement, heureux d'en avoir terminé avec la séance de réchauffage ; il reste au contraire assis un bon moment pour bien montrer qu'il n'a pas l'intention de fuir devant les peines que l'exercice de ses fonctions pourrait lui préparer. Assez souvent il se met même à plaisanter, ce qui augmente

*À l'occasion de la fête d'investiture, pendant que les cloches sonnent, on fait brûler des feux d'artifice. Il y a de la musique, les gens dansent dans un vacarme joyeux. Le nouveau chef élu est, devant le portail du cabildo\*, présenté par les délégués de sa tribu au chef sortant et à ses conseillers. Avec cette présentation, est terminé l'examen des documents électoraux...*

LE CHEF SORTANT fait un discours, rédigé sous forme de poésie, en langue indienne vraisemblablement très ancienne. Le nouveau chef y répond avec modestie et courtoisie. Son discours est également formulé en langue indienne et utilise des rimes qui ont très probablement été prévues pour ce genre de cérémonie il y a mille ans ou davantage.

Quand, après de nombreux cérémoniaux, le bâton lui est enfin remis, on apporte une chaise. Cette chaise est basse. Elle est faite d'un bois aux entrelacs multiples, ressemblant à du raphia. Le siège est percé à la dimension d'un postérieur d'homme.

Au milieu des rires, des joyeux quolibets et des plaisanteries grivoises des hommes qui assistent en foule à la cérémonie, le nouveau chef abaisse à demi son pantalon de coton blanc et pose son derrière dénudé sur l'ouverture de la chaise. Il tient dans sa dextre le bâton d'ébène à pommeau d'argent

représentatif de sa fonction et siège, plein de dignité, le visage tourné vers les hommes de la nation rassemblés devant lui.

Il est assis, sérieux, majestueux, comme s'il allait procéder solennellement à son premier acte officiel.

Les plaisanteries et les rires des hommes qui l'entourent se taisent un instant. On a l'impression que tous veulent écouter avec recueillement les premières paroles importantes de leur nouveau chef. À ce moment arrivent trois hommes envoyés à cette fête par la tribu qui aura à élire le cacique l'année suivante. Ces hommes portent un pot de terre dont les flancs sont percés de nombreux événements. Le pot est empli de braises qui rougeoient avec vivacité, attisées par le moindre souffle d'air.

Dans un discours en langue indienne, dit en vers, l'un des hommes explique le but de l'acte qu'il va accomplir. Dès qu'il a terminé son discours, il place le pot plein de braises sous le postérieur dénudé du nouveau chef. Dans son discours, il a expliqué que ce feu placé sous le derrière du chef dignement assis sur son siège officiel doit lui rappeler qu'il n'y est pas installé pour s'y reposer, mais pour travailler pour le peuple. Il doit demeurer vif et zélé même lorsqu'il est installé officiellement. En outre, il ne doit pas oublier qui a glissé ce feu sous son séant, c'est-à-dire la tribu qui désignera le cacique de l'année à venir, et ceci pour lui mettre en mémoire qu'il ne doit pas se cramponner à sa place, mais la céder dès que son mandat sera écoulé, afin d'éviter un règne à vie ou une dictature qui

la gaieté des hommes qui le regardent et attendent avec impatience qu'il laisse apparaître son inconfort pour pouvoir se moquer de lui. Mais plus les plaisanteries sont alertes, plus longtemps il reste assis et plus le respect et la confiance qu'il inspire grandissent.

Il cherche à reporter le ridicule sur les autres. Il dit à l'un: «Alors, gringalet, tu n'as pas de poumons, comment veux-tu donner à ta femme les moyens de faire une bonne soupe si tu es trop faible pour souffler sur le feu sous mon cul pour que je me réchauffe un peu. Hé! toi, Eliseo, viens ici gratter la glace qui se dépose sur mon derrière.» Les braises sont à peu près éteintes. Le chef se lève lentement. La glace dont il parlait n'est cependant pas tout à fait inoffensive. La peau est couverte de grosses cloques et, en de nombreux endroits, de plaques noirâtres que l'on peut sentir de loin. Un ami s'approche de lui, lui enduit les fesses d'huile et lui applique un panse-

ment de feuilles écrasées tandis qu'un autre lui offre de grands verres de tequila.

Pendant de longues semaines, le nouveau chef n'oubliera pas sur quoi il est assis. Pendant les premiers mois qui suivent son entrée en fonction, cela l'aide considérablement à gouverner selon les désirs exprimés par la nation au cours de son élection.

Dans presque tous les cas, il reste suffisamment de cicatrices sur cette partie cachée de son individu pour qu'il puisse prouver jusqu'à l'âge le plus avancé, grâce à un document inaltérable, qu'il a eu l'honneur d'être élu une fois chef de sa nation, mais aussi pour le soustraire à la tentation de se faire élire à ce poste une seconde fois, ce qui serait contraire aux mœurs de son peuple.

On pourrait très sérieusement conseiller aux prolétaires de mettre en application cette méthode d'élection indienne éprouvée, en particulier à l'égard des fonctionnaires de leurs organisations syndicales et

politiques. Pas seulement en Russie, où c'est le plus nécessaire, mais aussi dans tous les pays où Marx et Lénine sont les saints qu'on honore. Les prolétaires en lutte pourraient obtenir des résultats utiles avec bien plus de certitude en mettant chaque année sous les fesses de leurs dirigeants un feu bien attisé.

Aucun chef n'est irremplaçable. Et plus rapidement les nouveaux dirigeants se succèdent sur le siège ardent, plus vivant reste le mouvement.

Ne sois pas timoré, prolétaire. Et encore moins sentimental.

B. TRAVEN

Quelques ouvrages de B. Traven :

*Rosa Blanca, Le Vaisseau fantôme, Le Trésor de la Sierra Madre, Le Vaisseau des morts, La Révolte des pendus, Indios, Le Visiteur du soir et autres histoires, Dans l'État le plus libre du monde, Le Pont dans la jungle, etc.*

\*Cabildo : mairie.

## À quoi bon un président ?

**À rien de bon, ça c'est sûr! Mais encore? Associations, communes, communautés de communes, départements, régions, États, etc. n'ont de cesse d'élire des présidents, des maires: des chefs, des maîtres, quoi!**

Pourtant, d'après la sacro-sainte théorie de la séparation des pouvoirs – entre législatif, exécutif et judiciaire – si chère à nos démocraties, tous ces potentats ne sont que des flics en chef chargés d'appliquer les décisions prises collectivement par les instances délibératives – assemblée générale, conseil municipal, départemental, intercommunal, parlement, etc. En théorie, ils ne sont pas définis comme des guides éclairés mais comme des exécuteurs de décisions prises par d'autres. Mais dans la vraie vie, la théorie s'efface souvent devant la pratique. Et donner, par le vote, à un individu la possibilité de dire «Je» au nom d'une collectivité quelle qu'elle soit entraîne la démocratie dans la voie de la démocrature où les électeurs choisissent leur tyran.

D'où vient ce besoin d'avoir un chef de meute? De déléguer sa liberté de choix à quelqu'un plus?

Que ceux qui croient dans l'au-delà soient habitués à courber l'échine et à invoquer le salut d'une puissance supérieure, d'accord, mais que la plupart de ceux qui ne croient dans aucun dieu se disputent pour se donner un maître, ça me dépasse. Et que penser, quand, dans certaines expériences réputées libertaires, la population se donne des dirigeants inamovibles<sup>1</sup>.

« Voter, c'est abdiquer; nommer un ou plusieurs maîtres pour une période courte ou longue, c'est renoncer à sa propre souveraineté », écrivait Élisée Reclus en 1885. Il faut arrêter cette farce, voter, déléguer son pouvoir, n'a rien à faire avec la démocratie. Pour ceux qui depuis toujours se sentent obligés de voter mais le font «en se bouchant le nez», parce qu'aucun candidat ne leur convient, la pédagogie de l'abstentionnisme peut commencer avec les prochaines présidentielles. En effet, si l'on croit aux vertus du parlementarisme, pourquoi élire un quasi-roi qui peut passer outre toutes les décisions du Parlement?

Nous n'avons pas besoin de président, que le palais de l'Élysée soit désaffecté, démonté pierre par pierre et que ces pierres soient autant de projectiles contre un système qui nous asservit!

Dans un prochain article nous nous poserons la question «À quoi bon un député?»...

Mais vous pouvez déjà supposer quelle réponse nous donnerons.

P. F.

1. Par exemple dans la petite ville espagnole de Marinaleda qui pratique depuis de nombreuses années une politique très autogestionnaire, M. le maire est le même gus depuis 1979!

# Le populisme, c'est quoi ?

**D'abord, cé sui kidikiyé. Tout est dit non ? Bon d'accord, j'y vais.**

AU DÉPART TOUT ALLAIT BIEN. Était appelé «populiste» un mouvement révolutionnaire russe visant au socialisme agraire.

La terre est à tout le monde, la propriété c'est du vol, on connaît ça.

La propriété, c'est la destruction de la terre, puisqu'elle est à moi j'y fais ce que je veux et surtout les choux gras de Bayer et des semenciers avides.

La propriété, c'est un territoire qui appartient à l'État, à ses régions, à ses départements ou à ses municipalités et qui y font ce qu'ils veulent. Ça donne les mines en Bretagne et en Creuse, Notre-Dame-des-Landes (tiens au fait, les culs-bénis, ça vous fait pas chier qu'une création de dieu, baptisée estampillée catho soit vendue au plus offrant ? Quel manque de dignité !), le barrage de Sivens, les Center parcs, EuroDisney, les TGV, etc.

*Je ne peux pas me tenir, faut que je digresse. C'est la colère, je reprends.*

Le nom de «populiste» fut de nouveau porteur d'espoir, c'est celui que portait un mouvement et parti politique aux États-Unis prônant des mesures économiques et sociales, pendant et après la crise rurale de 1891 à 1901. Puis il y eut l'ensemble des mouvements politiques d'Amérique Latine opposés à l'impérialisme des États-Unis. Encore eux, déjà ! Nous sommes loin de l'invective populacière actuelle avec laquelle les candidats qualifient les autres postulants, prétendus opposants, de cet ersatz de *comedia del arte*, l'élection présidentielle n'est qu'une tartuferie.

Après opportunisme, démagogisme, arrive populisme. Il faut décrédibiliser tout retour à la chose populaire par l'insulte poisarde. Populiste passe d'une idée sociale à un truc canaille, bas peuple, dépréciatif. Remettre en cause l'ultralibéralisme, accorder de l'importance au peuple devient méprisable, même si, attention ! il ne faut accorder aucun crédit à ceux qui se préten-

dent les porte-drapeaux de la parole du peuple, d'abord parce que cette dernière n'est pas une, déjà. Je désapprouve l'inconduite des élus, leur immoralité, ainsi que celle des patrons du CAC 40, des boursicotiers et autres actionnaires, mais pas au point de me laisser galvaniser par le premier venu. Alors que, par leurs harangues, ils feignent de faire peuple, ces candidats conchient les classes populaires, et leur mépris n'a d'égal que l'arrogance avec laquelle ils les vomissent.

La pornographie langagière, l'obscénité du discours creux, ça, c'est le populisme ramasse-merde. C'est choquant, surtout quand ça fonctionne par la division. Pour ma part, je pense qu'il ne peut y avoir de populisme qu'à partir du moment où le peuple y collabore. Sans complicité pas de populisme-menteur. C'est une minorité votante qui croit qu'une personne seule va opérer le changement qui va plaire au plus grand nombre.

L'union fait la force, à condition de ne pas la livrer, cette force, à un seul beau parleur.

L'AVENIR EST  
BIEN NOIR

ESPÉRONS !

ILS VOTERONT  
DIEU...



*Que vous êtes joli, que vous me semblez beau! Sans mentir [...] à ces mots le corbeau ne se sent plus de joie [...] laisse tomber sa proie, le renard s'en saisit et dit, apprenez que tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute.*

Cette fable n'a pas été écrite pour faire chier les enfants ni à être à l'annéée jusqu'à l'ennui pour en faire une corvée. Le peuple n'a pas pour vocation à écouter un beau charmeur, un chef flagorneur, ni à suivre un drapeau marchant au pas sur un hymne, surtout national. Le travail, la famille et la patrie (c'est plutôt pâtes-riz pour la plupart) sont des pièges.

C'est vrai que cette union européenne est inacceptable en totalité. L'idée même que cette mauvaise galéjade ait eu pour but le «plus jamais ça» et le rapprochement des peuples et la paix éternelle est une tromperie et du populisme-politicard. La même duperie qui, ces temps-ci, fait jouer la corde sensible du nationalisme-refuge où sabre et goupillon prennent un bain de jouvence et naviguent bout-au-vent sur les flots angoissants de l'incertitude orchestrée, qui porte pour sceau sinistre l'incurie de privilégiés élitaires.

Rien que de très normal qu'un peuple rincé, essoré, ne s'aime plus au point de n'avoir que des frustrations consuméristes et aspire au refuge de croyances absurdes. Arrivent les charognards populistes; quand les gouvernements faillissent tous – pas un en particulier –, les sectes fourguent leurs dogmes. Un histrion emporte les élections (toute victoire masque une défaite), grâce à tous ses prédécesseurs qui ont affamé et humilié la population.

Il est urgent, pour éviter toutes formes de populisme totalitaire de se secouer les plumes.

C'est tout de même fatigant de ressasser que les élections ne sont que des arnaques, et ras-le-bol de cette conduite suicidaire consistant à se jeter sur le candidat qui va faire la vie plus facile. Merde! Ras-le-bol de répéter que voter n'est pas choisir. Choisir, c'est décider, et décider, ça ne se fait pas par dépit, ni en procédant par élimination, ni en optant pour la politique du moins pire.

### **Exiger le meilleur n'est pas un droit, c'est un devoir.**

Bien sûr on peut marcher à cloche-pied, sur les deux c'est mieux. Alors essayons merde! Tout ce qui te fout le doute, genre *oui, mais si je ne vote pas*, etc. Ben quoi? Ben rien! Le temps est fini ou il faille

encore essayer l'autre. L'autre c'est le même, déguisé autrement. Un vieux fond de machin en *isme* donne l'illusion d'action, c'est physico-chimique. J'ai beau savoir de quelle importance est le jeu politique pour la vie de tous et, par là, de la mienne, je n'arrive pas à y prendre intérêt. La politique se situe à un niveau assez niais au fond, qui consiste plus à émouvoir qu'à convaincre. Il faut résister, pas s'y résigner, parce qu'après c'est le piège qui conduit inmanquablement à l'éternel tourbillon des désillusions. Tu peux croire ce que tu veux, quant à me l'imposer par faiblesse, c'est faire de toi un tyran et des trains complets de tyrans conduisent à la tyrannie, d'un seul. Après y a plus qu'à marcher au pas de l'oie en cancanant des meugleries infâmes. Merde, et non!

Le populisme, c'est croire qu'avec beaucoup d'efforts et de misères ce sera vachement mieux après, surtout si ça n'est pas toi qui décides ni des efforts ni des misères à endurer. La politique comporte en elle une idée négative qui représente un danger, celui de la laisser aux mains d'un tribun, de quelque bord qu'il soit. Les ressorts de la politique barbotent dans un marécage dont les ressorts sont de nature religieuse, incantatoire, magique.

Les socialismes, marxismes, communismes me paraissent être des formes de christianisme, juste on change le gourou et ses gardes. Si le christianisme, avec ses mots d'ordre d'amour du prochain et de probité à l'égard des humbles et des brimés, n'avait pas, pendant 2000 ans de soumission, fait le trou, il n'y aurait pas d'idées socialisantes, prêtrilles laïques.

### **Faire le bonheur d'autrui, de tous les autres?**

Le socialisme n'est pas matérialiste, n'est pas scientifique puisqu'il pose d'emblée un *a priori*, dogme absolu qui va de soi, et n'a pas à être démontré et pas à être justifié, qui est que l'homme est supérieur à tout. Que ça parte d'un bon sentiment d'accord, mais ça ne fait que sacraliser et à tenir hors de toutes discussions le simple mécanisme grégaire. Si l'homme n'est pas sacré, alors je ne le suis pas non plus, danger.

Or, il se trouve, que le seul ennemi de l'homme est l'homme. Comme l'homme est pourvu d'un psychisme hypertrophié, il n'y a que sur le plan psychique qu'il faut agir et prouver que me nuire, c'est se nuire, et m'aider, c'est s'aider. Chaque discours consiste à faire croire à une religion qui

pose que, quelque part, existe une société qui permettrait de vivre harmonieusement, une clef magique et que si ça va mal, c'est qu'on l'utilise mal. Comme une religion, il projette dans le futur. Pas le futur individuel, mais celui de l'éternité terrestre de la collectivité. C'est simple du coup, emparons-nous des postes de commande et le monde sera régénéré, nos enfants auront une vie délicieuse et juste. Tout ça n'est que de la phraséologie et du bricolage. Un credo. Alors prenons le pouvoir et, je vous l'affirme, tout ira bien si nous savons nous garder de l'ennemi, soyons vigilants.

Aucune révolution humaine, jusqu'alors, n'a été basée sur autre chose que la terreur policière. Parce que partie sur de bons sentiments et de l'action, l'action qui éponge les doutes et les sécrétions glandulaires, on change de régime et celui-ci sitôt installé s'enlise doucement vers le régime qu'elle vient d'abolir... ou son frère jumeau. On a seulement changé de profiteurs et de flics.

Oui, mais c'est parce que notre révolution n'est pas planétaire qu'elle est imparfaite, quand la planète sera verte, rouge ou jaune et qu'on aura extirpé du cerveau du dernier réactionnaire les idées petites-bourgeoises, alors, et alors seulement, il n'y aura plus besoin de chef, ni de flics, ni d'armes, ni de système de contrôle, ni de restrictions...

J'entends déjà les harpes des lendemains qui chanteront, blim-bling-blong. Le pouvoir que vous allez me confier, n'est pas un pouvoir puisque c'est révolutionnaire et pour le bien de tous, et douter de cela est déjà suspect, au trou. On en revient à avoir donné sa confiance et sa liberté à plus fumier que le fumier dont on voulait se débarrasser. Tout paraissait tellement simple quand il le disait que je lui ai fait confiance, alors j'ai voté, en toute bonne foi. Les gens de pouvoir (chefs, hommes d'affaires, tribuns, prophètes, etc.) offrent un tableau caractérologique constitué d'un faisceau de tendances exacerbées (avidité, suractivité, goût du risque, besoin viscéral de commander, de charmer, de vaincre, d'humilier, j'en passe), mises au service d'une intelligence certes, mais pas non plus supérieure, guidée par des brides caractérielles qui étouffent l'épanouissement des facultés intellectuelles; s'ensuit un mélomélomé de hasards et de conseillers avides qui conduisent l'action de l'ancien illusionniste-manipulateur.

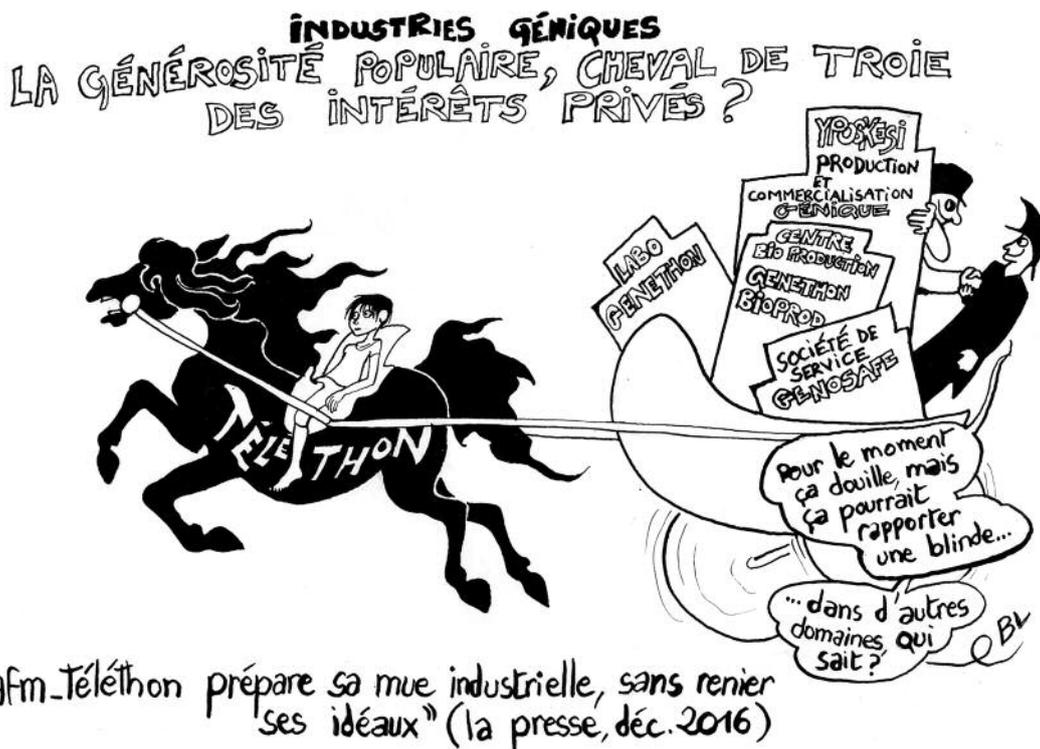
Au lieu de démolir la prison, on la repeint et on change le directeur.

# téléthon

NOMBREUX sont les détracteurs du Téléthon, et encore plus nombreux ses laudateurs. Il est vrai que cette grand-messe putassière où l'on exhibe des enfants malades pour rafler la mise, les rabaissant à servir de chèvres à un piège peu ragoûtant, fait légèrement dresser le poil sur les bras, sans compter les fêtes de villes et de villages axées sur la récolte de brouzouf où l'on fait des concours de générosité, dans une escalade dont l'orchestration fait penser à celle de la terreur (plus que l'année dernière ! Plus que le voisin !).

tiques qui permirent d'éradiquer la vérole, dont les méfaits, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, ont rayé de la carte ou invalidé des générations entières. Plus près de nous, il est à remarquer que certaines pathologies ont plus la cote que d'autres, et surtout drainent plus de pognon pour la recherche. En 2009, Pierre Bergé, président de Sidaction (et atteint d'une myopathie) trouvait saumâtre que les 100 millions d'euros ratissés pour le profit hypothétique de 4 000 malades en France (mais pour le profit tout à fait réel des heureux responsables

les enfants malades en profitent. Dès 2004, la Cour des comptes, appelée au chevet de l'AFM, s'était bêtement scandalisée que les 10 principaux cadres de cette généreuse association palpent la bagatelle de 7 600€ par mois, sans préjudices de carrosses de fonction, séjour studieux dans un 4 étoiles de Bora-Bora, achats de fringues et de meubles, et même, pour la directrice de l'association harassée par ses tâches humanitaires, une maison avec jardin comprenant cinq chambres dans l'Essonne, une femme de ménage et un



Des zéloteurs je ne dirai pas grand-chose, qui parmi nous souhaite la mort des petits enfants? Qui souhaite que la Science piétine dans la bouillasse tandis que ces angelots meurent comme des mouches faute de soins appropriés? Oui mais, justement!

On peut dire sans risque de se tromper que certaines avancées médicales ont sauvé des millions de personnes: ce fut le cas du BCG, à une époque où la tuberculose endémique faisait des ravages partout dans le monde. Ce fut le cas des antibio-

de l'AFM, Association française contre la myopathie) le soient par le biais d'un tabassage médiatique qui assèche les ressources de nombre d'associations moins chanceuses, tout aussi utiles mais peut-être moins habiles, dont la sienne. En ce qui concerne la maille qui se déverse à flots dans les fouilles de l'AFM, et qui équivaut, en toute modestie, à l'intégralité du budget de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale, le public, quoi), il n'est certes pas perdu pour tout le monde, s'il y a peu de chances que

jardinier étant fournis dans le «clé en main» pour briquer l'une et entretenir l'autre. Nul doute que depuis le caca nerveux de la Cour des comptes, qui manque complètement d'humour, les dirigeants de cette association caritative auront mis la pédale douce, sinon sur les salaires qu'ils se votent, du moins sur ces avantages en nature qui font moche dans le tableau.

Mais les profits du Téléthon ne vont pas que dans les fouilles des dirigeants et cadres de l'AFM. Ces sommes colossales sont déversées pour partie dans les coffres

de laboratoires privés qui planchent sur les thérapies géniques, lesquelles, jusqu'à ce jour, n'ont prouvé que leur parfaite inutilité, voire leur dangerosité. Le public, passablement remonté en ce qui concerne les OGM, ne fait pas toujours le lien entre les thérapies géniques et la recherche sur ceux-ci. D'une part, on ne peut pas dire que le principe de précaution est en poupe, d'autre part, comme il s'agit de laboratoires privés, les éventuelles trouvailles (qui tardent à venir) seront payées au prix fort, les brevets étant déjà sur les starting-blocks pour faire cracher aux malades et aux États, par le biais des remboursements de Sécurité sociale, de quoi faire des millions de fois la culbute. On a déjà vu à quoi ressemblait la générosité des grands groupes pharmaceutiques de par le monde en ce qui concernait les trithérapies (que les malades des pays pauvres, les plus nombreux, crèvent, que les malades des pays riches payent une blinde). À l'époque, vous en souvient-il, le Brésil, faisant un gros bras d'honneur agrémenté d'un beau doigt aux labos, s'était mis à produire de la façon la plus illégale des génériques pour le tiers-monde. Et les grands labos avaient fini par se calmer sous la pression populaire, car ça a fout mal de se battre féroce pour que les gens meurent quand on peut les soigner. Le Téléthon, c'est ça aussi : financer la recherche privée avec de la générosité populaire, en attendant de l'assommer, le populo, avec l'ardoise qu'il devra casquer pour s'être laissé piéger. Car si ça sort de labos publics, c'est quand même dans un objectif de santé publique, au moins en théorie. Mais si c'est pondu par un labo privé, vous allez voir la gueule de la douloureuse ! Les labos privés sont là avant tout pour faire des profits, et peu importe qu'ils saignent les individus, les États ou les deux à la fois. La plupart des brevets s'évalent sur de longues années avant que les molécules tombent dans le domaine

public. Les labos gavés à l'entonnoir des éconocroques de M. et M<sup>me</sup> Tout-le-monde, la larme à l'œil et le SMIC en bandoulière, n'auront aucune honte à prétendre qu'ils font un retour sur investissement. C'est que ça douille, la pub pour aller chercher la maille dans la poche des honnêtes gens ! Rien que les trente heures d'émission télévisuelle (publique) coûtent un bras.

Depuis le début de cette opération chaque année renouvelée, les sommes engrangées ont largement dépassé le milliard d'euros. Comme le faisait espièglement remarquer Mark Twain, il est plus facile de duper les gens que de les convaincre qu'ils ont été dupés. Et pourtant ! Non seulement l'utilité du Téléthon reste à prouver, même dans le cadre de la myopathie, mais sa nuisibilité ne fait aucun doute.

Le professeur Jacques Testard, directeur de recherche à l'Inserm à l'époque (2008) où il tenait ces propos, était remonté comme une pendule : il parlait de véritable « lobby de l'ADN », qui, disposant d'une enveloppe gonflée à l'hydrogène par les dons du populo, surfé sur « la mystique du gène » pour verrouiller tout le champ de la recherche, (« crédits publics, industriels et caritatifs... focalisation des revues, congrès, contrats, accaparement des étudiants ») et paupériser la plupart des autres recherches. Tant pis pour la trisomie 21, trois fois plus fréquente, tant pis pour le diabète ou le paludisme, qui fait deux millions de morts par an, sans parler du sida, dont les victimes annuelles dépassent le million. Il allait jusqu'à dire que « contribuer à la suprématie financière de l'AFM, c'est empêcher les chercheurs, statutaires pour la plupart [...], de contribuer à lutter contre d'autres pathologies ou ouvrir d'autres pistes ». Apparemment, il sait de quoi il parle, ce biologiste qui est à l'origine, avec son équipe, du premier bébé-éprouvette... dans le champ de la

recherche publique. De son côté, le SNTRS-CGT, syndicat de la recherche scientifique, taille en pièces l'AFM pour des raisons comparables : se focaliser sur les pathologies rares d'enfants, plus glamour et rentables, conduit au bout du compte à étrangler l'ensemble de la recherche, recherche publique incluse, tenue de se plier aux stratégies de groupes industriels qui préfèrent faire mumuse avec les gènes qui pourraient leur remplir les fouilles, fût-ce sur de tout autres applications que celles de la santé publique.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que la générosité, dans certains cas, est le contraire de la solidarité. Le désengagement progressif de l'État pour tout ce qui concerne la santé publique se fait au profit d'hydres comme l'AFM, aux motivations opaques, au fonctionnement douteux, et qui ne craignent pas d'utiliser les malheureux petits myopathes pour des objectifs qui ont peu à voir avec leur guérison. Le mieux serait d'abord de se renseigner (ce n'est pas difficile), ensuite de refuser cette prétendue générosité qui au bout du compte contribue à anéantir toute solidarité sociale, tout projet collectif, et de fait condamne à mort des millions de personnes pour en sauver, peut-être, quelques milliers. Alors, certes, il est difficile de s'opposer à ceux qui vont clamant qu'il faut sauver les enfants myopathes, qui ne le voudrait pas ? Mais on peut arguer que sauver les enfants myopathes se fera certainement plus efficacement en laissant la recherche publique faire son boulot, en favorisant son financement, en la soutenant, et en refusant que les intérêts des groupes industriels viennent foutre leur nez dans ses programmes. Sauver les enfants myopathes, qui ne le souhaiterait pas ? Au même titre que tous les malades qui peuvent l'être. Sauver l'AFM, non.

LAURENCE BIBERFELD

## Qui a dit...

1. « La plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger pour lui faire adopter ses lois et sa constitution. Personne n'aime les missionnaires armés et le premier conseil que donnent la nature et la prudence, c'est de les repousser comme des ennemis. »

2. « Où ils font un désert, ils disent qu'ils apportent la paix. »

3. « Combattre pour la paix, c'est comme niquer pour la chasteté. »

4. « La guerre serait un bienfait si elle ne tuait que des professionnels. »

5. « Un militaire et une chope de bière ont ceci en commun qu'au-dessus du col ils sont vides. »

6 « Patriotes de tous les pays, égorgez-vous ! »

7. « Les statistiques sont formelles : il y a de plus en plus d'étrangers dans le monde. »

1. Robespierre • 2. Tacite • 3. On ne sait pas ! • 4. Prévert • 5. On ne sait pas ! • 6. Mordicus • 7. Desproges.

## « Les pédagogistes »... Une insulte nouvelle ?

*En cette rentrée, le débat sur l'éducation est plus que jamais enkysté par les appels au retour à l'ordre moral, à l'autorité et à « l'identité nationale ». Mesures simplistes (port de l'uniforme ou salut au drapeau) et offensives idéologiques (sur le « roman national » ou contre l'enseignement des questions de genre) sont relayées en « une » des magazines ou dans des pamphlets hargneux livrant les prétendus « pédagogistes » à la vindicte populaire.*

Sous des aspects plus ou moins folkloriques, c'est la nostalgie d'une école de la ségrégation sociale, du chacun à sa place et de l'entre-soi qui avance masquée. Car ces discours sur le « bon vieux temps » participent d'une offensive réactionnaire qui vise en réalité l'égalité et la démocratie, à l'école et au-delà. La perspective de la présidentielle alimente cette course à la surenchère « décliniste ». Marine Le Pen ne s'y est pas trompée, consacrant sa première « convention présidentielle » à la question scolaire pour capitaliser sur les discours « antipédagogistes » et tenir sa revanche sur « l'esprit de 68 ».

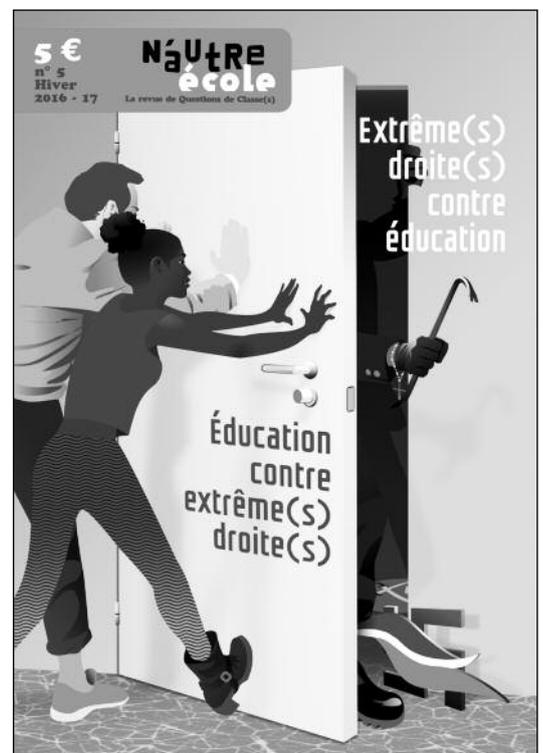
Depuis trente ans, les déplorations sur le naufrage de l'école, annonciateur de l'effondrement de la « civilisation », sont à la fois le socle de la stratégie de reconquête de l'hégémonie culturelle par les droites extrêmes et l'assise idéologique d'un courant national-républicain.

### Nouvelle chasse aux sorcières

« Ayatollahs de la pédagogie », « Khmers rouges », « nouveaux Mao », « barbares », « assassins de l'école », « pédagogiches » ou « pédabobos » : la « guerre civile des mots » des « antipédagogistes » ne semble plus souffrir de limites. Du complot des « forces obscures » de Jean-Claude Milner – l'inventeur du fumeux concept de « pédagogisme » (*De l'école*, Seuil, 1984) – à la campagne de promotion du livre de Carole Barjon (*Mais qui sont les assassins de l'école ?*, Robert Laffont, 234 p.) inspirée des avis de recherche de criminels, il y a une permanence dans le confusionnisme. Désormais, quiconque veut écrire sur l'école peut se passer de toute rigueur d'analyse ou d'enquête de terrain. Cette nouvelle chasse aux sorcières concerne toutes celles et tous ceux qui, par leurs pratiques au quotidien et par

leurs engagements, ne se satisfont pas de l'école telle qu'elle est – trop inégalitaire, ségrégative et conservatrice. Sociologues, pédagogues, historiens sont les empêcheurs de « régresser en paix », de réformer à reculons de l'histoire, du social, de la justice, de l'égalité. N'hésitant plus à convoquer les éléments de langage forgés par la matrice néodroitière, cette nébuleuse, nostalgique d'un ordre scolaire – et social – ancien, étend son influence sans qu'on s'en alarme. **Car c'est autour de l'école que se nouent ces alliances :** meeting commun en septembre 2015 pour Nicolas Dupont-Aignan et Jean-Pierre Chevènement, applaudis par le représentant de SOS Éducation et Charles Beigbeder ; Jean-Paul Brighelli, l'auteur de *La Fabrique du crétin* (Folio, 2006), saluant le programme éducatif du Front national (septembre 2015) d'abord, et acceptant d'intervenir à leur université d'été ensuite (septembre 2016).

On nous rétorquera que le récent succès de librairie de Céline Alvarez, *Les Lois naturelles de l'enfant* (Les Arènes, 464 p.), prônant la rencontre des neurosciences et de la méthode Montessori, prouve la résistance de la pédagogie à ces assauts répétés. S'il n'est nullement question de comparer cette expérience aux plumitifs confortablement isolés du terrain qu'ils fustigent, il n'en reste pas moins que ce livre est aussi une attaque en règle de l'école publique et de ses enseignants, comme en témoigne sa promotion sur le dos du travail ordinaire et invisible de milliers de professeurs des écoles. La démarche est donc faussement généreuse et porte en creux le même anathème que les hérauts de l'« antipéda-



gisme » : ringardiser le service public, le travail enseignant et la perspective de justice sociale portée par la pédagogie.

Trop longtemps, les militantes et les militants pour une autre école se sont contentés de hausser les épaules et de ne pas répondre à ces éructations délirantes. Résultat, petit à petit, cette nébuleuse « réac-publicaine » et ses supplétifs néolibéraux s'arrogent le monopole de la contestation de l'institution scolaire... et renvoient leurs adversaires à la seule posture « défensive » de l'institution.

Pour nous, au contraire, l'heure est à l'offensive, non seulement contre les tentations et les tentatives réactionnaires, mais aussi contre les injustices sociales du système et ses impasses. La crédibilité de nos luttes et de nos pratiques pédagogiques est à ce prix. Parce que, à la différence des éditocrates et des pamphlétaires de l'« antipédagogisme », nous vivons au jour le jour la réalité des éta-

blissements scolaires; parce que nous nous battons, avec nos syndicats, nos collectifs, pour des conditions de travail et d'enseignement à la hauteur des enjeux, parce que nous sommes les témoins des effets destructeurs de la crise économique et sociale sur les élèves et leurs familles, nous savons que la question éducative est d'abord et avant tout une question sociale.

Nous savons qu'une école émancipatrice ne se construit pas sur le repli identitaire, sur la légitimation des inégalités ni sur le dressage ou le câblage des corps, des cerveaux et des esprits.

#### Pour une «Pédagogie critique»

Mais nous savons aussi, après cinq années de refondation de l'école, sans perspective sociale et égalitaire, que ce n'est pas «d'en haut» que viendront les transformations de l'école. À l'instrumentalisation de la pédagogie par les gestionnaires du système au service du libéralisme triomphant, nous répondons par une «pédagogie critique» qui s'ef-

force, au jour le jour, de construire les outils dont pourront se saisir nos élèves pour s'émanciper individuellement et collectivement. À la différence des nostalgiques de l'école d'hier, nous ne réduisons pas nos ambitions édu-

catives au «b.a.-ba» de l'instruction minimale, comme au temps de Jules Ferry. Lire, écrire, compter, oui; mais aussi penser, s'exprimer, créer...

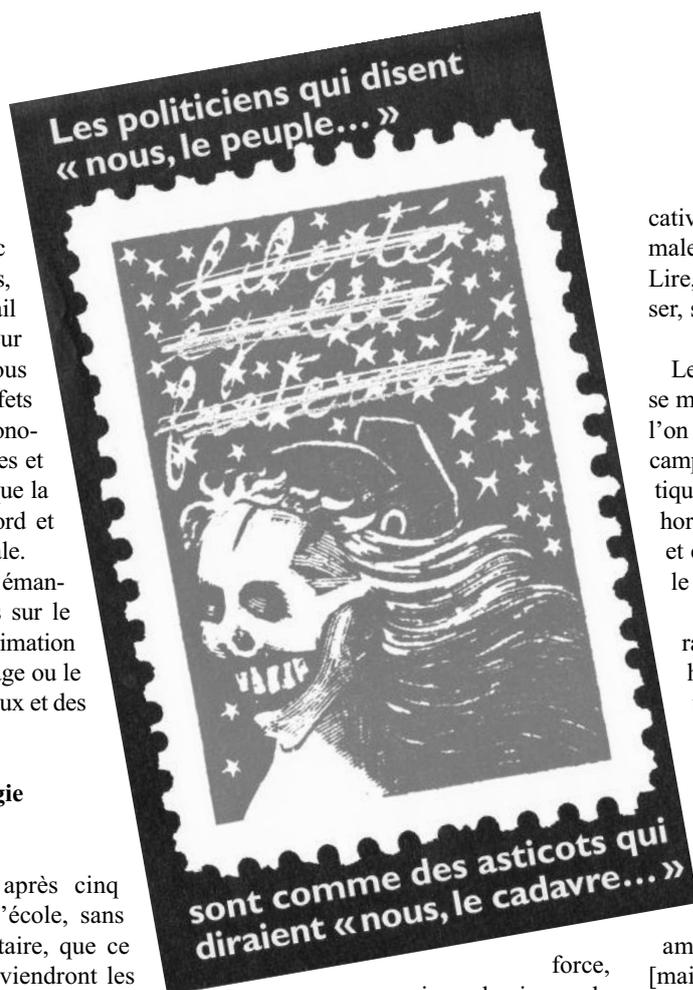
Le niveau de démocratie d'un système ne se mesure pas au nombre de dominés à qui l'on accorde le privilège de rejoindre le camp des dominants. Une école démocratique et émancipatrice doit se fixer comme horizon la capacité de permettre à chacun et chacune de transformer le monde pour le rendre plus juste et plus vivable.

Il y a tout juste cinquante ans disparaissait Célestin Freinet, en butte à la haine des réactionnaires et de l'extrême droite d'alors.

Nous nous revendiquons toujours de son héritage, celui d'un engagement militant, dans et hors de la classe, contre «l'école, fille et servante du capitalisme». Son projet éducatif et politique est aussi le nôtre – non plus «développer, améliorer, réformer l'enseignement, [mais] le révolutionner». Il reste toujours en chantier et met plus que jamais en rage les tenants de l'ordre établi.

C'est bon signe, continuons !

GRÉGORY CHAMBAT



LA TÉLÉ,  
LES JOURNALISTES,  
ETC.

« Je dois dire que je trouve que la télévision a une grande valeur éducative. Dès que quelqu'un l'allume, je vais dans une bibliothèque pour y lire un bon livre. »

GROUCHO MARX, humoriste.

« En face de la marée montante de la bêtise, il est nécessaire également d'opposer quelques refus. Toutes les contraintes du monde ne feront pas qu'un esprit un peu propre accepte d'être malhonnête. Or, et pour peu qu'on connaisse le mécanisme des informations, il est facile de s'assurer de l'authenticité d'une nouvelle. C'est à cela qu'un journaliste libre doit donner toute son attention. Car, s'il ne peut dire tout ce qu'il pense, il lui est possible de ne pas dire ce qu'il ne pense pas ou qu'il croit faux. Et c'est ainsi qu'un journal libre se mesure autant à ce qu'il dit qu'à ce qu'il ne dit pas. Cette liberté toute négative est, de loin, la plus importante de toutes, si l'on sait la maintenir. Car elle prépare l'avènement de la vraie liberté. En conséquence, un journal indépendant donne l'origine de ses informations, aide le public à les évaluer, répudie le bourrage de crâne, supprime les invectives, pallie par des commentaires l'uniformisation des informations et, en bref, sert la vérité dans la mesure humaine de ses forces. Cette mesure, si relative qu'elle soit, lui permet du moins de refuser ce qu'aucune force au monde ne pourrait lui faire accepter: servir le mensonge. »

ALBERT CAMUS, *Les Quatre Commandements du journaliste libre*, manifeste censuré qui devait paraître dans *Le Soir républicain* (Alger), le 25 novembre 1939.

# L'Église et le Château

« L'Église et le château se donnant la main, la chaumière nous craindra et nous obéira. »

JOLIE CONSIGNE extraite du roman de Maupassant, *Une vie*, dont l'adaptation cinématographique réussie passe en ce moment sur les écrans. L'histoire se déroule en 1819 pendant la restauration légitimiste. L'auteur affiche toute l'antipathie que le clergé lui inspire en dressant le portrait au vitriol d'un abbé fanatique qui n'hésite pas à piétiner sauvagement une chienne pour la seule raison que de jeunes enfants la regardent mettre bas. L'abbé Corbiac jette des cailloux sur les amoureux enlacés dans les chemins creux et tonne en chaire contre les filles qui ont fait un pèlerinage à Notre-Dame du gros ventre.

L'alliance du trône et de l'autel serait-elle de nouveau tendance. Un candidat à l'élection présidentielle nous promet entre autres gracieusetés ultralibérales un avenir trempé dans l'eau bénite et le retour à l'ordre moral : statut de la femme au foyer et la colonisation enseignée comme un partage des cultures !

Encouragé par ce climat culturel favorable au goupillon, l'abbé Corbiac est de retour : un prêtre, certes « atypique », a adressé aux députés qui font l'objet d'une campagne de lobbying quotidienne des milieux catholiques réactionnaires ce courriel : « Si vous signez la proposition de loi, vous signez votre entrée dans l'enfer éternel. » Foutre Dieu !

Une proposition de loi visant à pénaliser les sites de « désinformation » sur l'IVG vient d'être adoptée après vives discussions dans les deux assemblées ; elle doit compléter la loi de 1993 mal connue et peu appliquée de ce fait sur le délit d'entrave à l'IVG. Cette loi sanctionne le fait d'empêcher une IVG en perturbant l'accès aux établissements où elle se pratique ou en exerçant des menaces sur le personnel ou les femmes concernées avec une peine pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

La loi votée, le délit d'entrave, s'appliquerait également aux sites de « désinformation » qui cherchent à tromper intentionnellement

les femmes en les laissant penser qu'elles vont trouver l'information qu'elles attendent alors que le seul but de ces sites est de les dissuader d'avorter.

On peut faire l'expérience en téléphonant au numéro vert d'IVG.net et en demandant des informations sur l'IVG, on s'entend répondre les fariboles suivantes « L'IVG augmente considérablement les risques d'infertilité... la plupart des femmes qui ont recours à la PMA ont d'abord eu une IVG... avez-vous pensé aux conséquences psychologiques et biologiques de l'IVG... les couples ne se remettent pas d'une IVG ». On imagine les réactions d'une jeune fille de 16 ans, perdue, vulnérable, prise de panique face à ces contre-vérités.

Une élue des Républicains indignée par ces pratiques et ces pressions trompeuses les a dénoncées. Elle est attaquée en diffamation par IVG.net qui



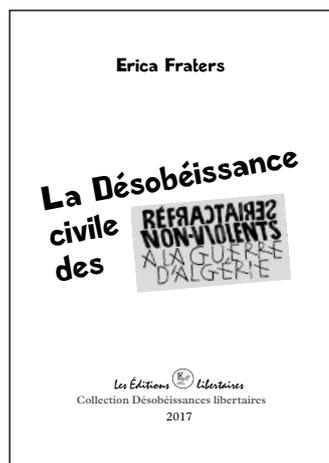
réclame des sanctions à son encontre auprès de l'état-major des Républicains.

Les atteintes aux droits des femmes sont d'autant plus dangereuses aujourd'hui qu'elles sont insidieuses, ne s'affichent pas ouvertement, et risquent d'être d'autant plus efficaces qu'elles seront discrètement encouragées par une droite réactionnaire de retour au pouvoir.

Soyons vigilants et chantons comme nos grands-pères et mères : **À bas la calotte et vive la sociale !**

# Lectures toujours

ERICA FRATERS... c'est quoi, ça? eh bien, c'est l'anagramme de «réfractaires». Après un premier titre paru en 2005, *Réfractaires à la guerre d'Algérie, 1959-1963\**, les auteurs ont jugé utile, dans un opuscule d'une quarantaine de pages, d'apporter des précisions sur



la naissance de la désobéissance civile. «Celle-ci naît en France par une contestation de l'armement atomique pendant le temps de la guerre d'Algérie [...], se poursuit par la mise au jour des pratiques de torture par les militaires [...], enfin en soutien aux jeunes réfractaires qui refusaient cette guerre coloniale et qui s'engageaient dans une action collective de désobéissance civile non-violente. Ces différentes manifestations seront organisées par l'Action civique non-violente.»

Parce qu'enfin, faut-il rappeler qu'ici, en Creuse, des actions de ce type ont été spectaculaires et restent vives dans les mémoires (crosse en l'air pour les soldats qui partaient vers l'Algérie, soutien du maire et de l'instituteur qui connaîtront la prison).

L'ACNV engage ses premières actions collectives dès 1957. Elle se revendique de Gandhi, de Thoreau, de Martin Luther King... et, pour les croyants, des évangiles. Lanza del Vasto, le créateur de la communauté de l'Arche, ne sera pas étranger à la visibilité du mouvement; en particulier lors de la lutte sur le Larzac.

Pour 6 €, vous aurez un aperçu des luttes menées par ce courant non-violent (et plein d'avenir, car y en a-t-il un autre possible?). Non-violent, certes, mais déterminé. Tout est là!

S.

Erica Fraters, *La Désobéissance civile des réfractaires non-violents à la guerre d'Algérie*, Les Éditions libertaires, janvier 2017.

<http://www.refractairesnonviolents.algerie1959a1963.org>

\*Syllepse, 226 p.



LIBRE PENSEUR, ANARCHISTE, auteur de nombreux livres, Narcisse Praz, dans son *Petit Livre rouge de la laïcité*, se sert du *Manuel de Psychiatrie* (dir. M. Porot, J. Sutter, Y. Pélicier, éd. PUF, 1996) pour faire défiler ses comparaisons entre religions et psychiatrie. Facile de faire de l'humour sur le sujet, me direz-vous. Certes. Mais on se régale quand même. Quelques lignes prises pas vraiment au hasard...

À la lettre L :

**La nudité.** Or donc, la découverte de leur nudité fut le fruit premier de leur péché. «Ève prit donc son fruit et en mangea. Elle en donna aussi à Adam et il en mangea. Alors les yeux de tous les deux s'ouvrirent et ils virent qu'ils étaient nus et, ayant cousu ensemble des feuilles de figuier, ils s'en firent des ceintures.» Allons donc, ça commence bien en matière de libido: se voir nus fut donc le châtement premier du péché originel. Ainsi naquit la pudibonderie héréditaire juive, chrétienne, islamique. Un corps nu? Pouah! Quelle abomination!

**La femme impure.** Toute la suite du Livre est à l'avenant en la matière, éternelle malédiction sur les descendantes d'Ève: «*Quand une femme aura son écoulement, c'est-à-dire le sang qui s'écoule de son corps, elle restera dans son impureté pendant 7 jours; quiconque la touchera sera impur jusqu'au soir. Tout meuble sur lequel elle aura couché pendant son impureté sera impur et tout objet sur lequel elle se sera assise sera impur. Quiconque touchera son lit lavera ses vêtements... Lorsqu'elle sera guérie de son écoulement impur, elle comptera 7 jours. Le 8<sup>e</sup> jour, elle prendra 2 tourterelles ou 2 pigeonneaux et les apportera au prêtre, à l'entrée du Temple d'Assignation. Le prêtre offrira l'un en sacrifice pour le péché, l'autre en holocauste; et il fera l'expiation pour elle devant l'Éternel, à cause de l'écoulement qui la rendait impure. Ainsi vous éloignerez les enfants d'Israël de toute impureté, afin qu'ils ne meurent pas pour avoir souillé mon Tabernacle qui est au milieu d'eux.*» Amen! Tout ça par la faute d'Ève, la garce, à cause de qui, de mois en mois, toutes ses descendantes sont frappées d'impureté contagieuse à travers tout ce qu'elles touchent, meubles objets, outils et même

humains familiers! La clé pour faire aimer et respecter les femmes. Non?

**La circoncision.** En revanche, l'homme est choisi par l'Éternel-Dieu comme cobaye privilégié en ceci que tous les Hébreux de pure race de divine extraction se reconnaîtront entre eux grâce au rite sanguinolent de la vivisection du prépuce, opération chirurgicale sacrée connue sous appellation de circoncision exercée sur tout nouveau-né de sexe masculin. Tchiak! Hurlé, bébé! C'est pour la plus grande gloire de Dieu et de son peuple élu. Et par-dessus tout, lorsque tu auras atteint ton âge pubère, ne t'avise pas d'honorer de ton sexe viril circoncis quelque autre femelle que l'une des descendantes d'Abraham! L'Éternel ne t'en accorderait jamais miséricorde!...

S.

Narcisse Praz, *Le Petit Livre rouge de la laïcité. Manifeste satirique antireligieux... toutes croyances confondues*, Les Éditions libertaires/La libre pensée, déc. 2016, 185 p., 13 €.

## Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,50 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 12 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 120 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

## Bella Belbéoch

**CERTAINS D'ENTRE VOUS** *connaissaient peut-être Bella et Roger Belbéoch, sans doute les scientifiques antinucléaires français parmi les plus intéressants. Après la mort de Roger fin 2011, Bella est décédée le 24 septembre dernier.*

Ensemble ils ont lutté contre l'industrie nucléaire pendant plus de quarante ans, en défendant les positions les plus rigoureuses et les plus fermes, à l'opposé des tiédeurs de la « contre-expertise » (objective, ne prenant pas parti), position la plus courante des scientifiques critiques.

Pour eux, la connaissance approfondie (notamment mais pas uniquement scientifique) de la « question nucléaire » était la fondation nécessaire pour construire une critique prenant – évidemment – parti : comme disait Debord, la critique sociale n'est pas scientifique ou non-scientifique, c'est un au-delà de la science.

Il faut aussi rappeler les critiques qu'ils ne cessèrent d'adresser au mouvement antinucléaire, et notamment aux écologistes, dont les illusions et les lâchetés n'ont fait que s'aggraver avec le temps.

Bella a notamment coécrit avec Roger : *Tchernobyl, une catastrophe* (1992, réédition La Lenteur, 2012) ; le meilleur et le plus radical des livres consacré à la catastrophe, et à la monumentale falsification

d'État qui l'a suivi (voir *Creuse-Citron*, n° 31 et 32).

Ils ont aussi écrit *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe !* (L'Esprit frappeur, 1998), petit livre constamment réédité, qui contient l'essentiel de ce qu'il faut savoir au niveau technique et historique, pour étayer sa critique.

Enfin on peut lire d'elle de nombreux articles dans la lettre d'information du Comité Stop-Nogent qu'elle et Roger ont animé près de vingt ans (ils sont archivés sur : <http://www.dissident-media.org/info-nucleaire/>).

Elle a beaucoup écrit sur les suites sanitaires et politiques de Tchernobyl ; voir en particulier l'article qui synthétise ses recherches : *Responsabilités occidentales dans les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl* (dans la réédition des éditions La Lenteur).

Née Goldsztein en 1928, Bella quitte Paris début juillet 1942, quelques jours avant la grande rafle de près de 13 200 juifs, enfants inclus. Elle rejoint alors sa mère et son frère dans l'Indre, puis en Creuse. En septembre 1942, elle entre à l'internat de l'école primaire supérieure de La Souterraine.

Bella est très reconnaissante à tous ceux qui l'ont protégée. Son dernier mes-

sage, du 16 juillet dernier, évoque plusieurs villages de la Creuse : *Merci à l'auvergnat de la rue de la Fontaine-au-Roi. Merci à la surveillante de l'EPS Edgar-Quinet. Merci aux habitants du Joux et de Roussines, aux parents d'Andrée à La Souterraine qui m'ont assuré la sécurité et où j'ai vécu dans une atmosphère chaleureuse jusqu'au 6 juin 1944. Merci à ma professeure de mathématiques qui m'a procuré une carte d'identité vierge de la mairie de Pionnat. Merci aux maquisards de Georges Guingouin dont les coups de main ont occupé la milice à plein temps les empêchant de finir leur sale besogne. Merci à tous les Justes parmi les Nations. J'espère qu'en France il y aura toujours des personnes solidaires des persécutés.*

L'expérience de la persécution et de la rencontre de ces quelques « justes » qui la sauvèrent de la mort ne fut sans doute pas sans lien avec la fermeté dont elle fit preuve ensuite toute sa vie pour refuser le consensus nucléaire, ses crimes et ses mensonges.

On peut penser qu'un fil relie les victimes de la barbarie, aussi diverse soit-elle, et qu'un autre fil relie aussi ceux qui d'une manière ou d'une autre leur tendent la main.

SERGE, CÉDRIC.



## Faire face à l'état d'urgence et à la criminalisation des luttes

**Deux journées ont été organisées à Limoges, les 28-29 janvier sur ce thème. Nous rediffusions ici le texte de présentation.**

DEPUIS PLUS D'UN AN, l'état d'urgence ne cesse d'être prolongé. Les mesures d'exception qu'il permet, encouragées par les déclarations belliqueuses de nos gouvernants, viennent s'ajouter à l'arsenal répressif précédent. Tous ces dispositifs s'appliquent peu à peu bien au-delà de leur prétendu objet initial : la lutte contre les désignés « terroristes » devient surtout un moyen de tenir tout le monde par la peur et la menace, et de frapper impitoyablement quiconque prétend perturber le cours des choses. Elle se suffit désormais à elle-même, elle s'est faite technique durable de gouvernement. Son quotidien ? Des perquisitions innombrables, des assignations à résidence préventives, des interdictions de manifester, décidées par la seule administration policière. Des enquêtes de rallonge et des saisies de matériels sous le prétexte de délits mineurs. Le fichage et la surveillance, pour tout le monde. Des campagnes

répétées pour désigner de nouveaux « ennemis intérieurs ». Des instructions et des condamnations pénales aux allures de vengeance...

À Limoges, deux procès vont se tenir en ce début d'année, pour des actions politiques effectuées au cours de l'année 2016. Et comme dans l'ensemble du pays, l'appareil policier et judiciaire n'a pas hésité à traiter les six personnes poursuivies, arrêtées pour de simple tags, comme des éléments dangereux pour la sûreté de l'État. Ainsi, pas à pas, justice et police d'exception se banalisent : une simple action en-dehors des manifestations humiliantes et ultra-surveillées, un pas de côté jugé un peu trop subversif, une ou deux connaissances considérées comme peu recommandables : et nous voilà bientôt fichés, surveillés, retenus, enfermés, et finalement condamnés sans vergogne. Les Goodyear peuvent en témoigner, tout comme quelques salariés d'Air-France un peu trop enragés, ou comme les habitants des banlieues qui, jusqu'à Beaubreuil, ont subi l'année passée des milliers de perquisitions arbitraires.



## Au fabuleux Destin

café-spectacle à la p'tite semaine

6, rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson  
du jeudi au samedi de 19 à 22 heures, spectacle à 20 h 30

**Les jeudis le bar est ouvert de 18 à 21 heures : boissons, soupe, pain, fromage, prêt et vente de livres... Profitez-en pour visiter les expositions.**

**Février : L'Homme et le Mythe de David Czemyan. Mars : L'État des lieux, photographies d'Antoine Picot.**

### Février

**jeudi 2** : 18h-21h. Le bar est ouvert.  
**vendredi 3** : 20 h. *Mathieu Barbances et sa contrebasse*. Chansons.  
**samedi 4** : 10h-13h et 14h30-17h30 : Atelier couture.  
20h : *Denis Cook*, guitare blues.  
**jeudi 9** : 20h. *Cousinages*, Hervé Akrich (chant), Vincent Bardin (guitare, clavier, contrebasse, basse, voix).  
**vendredi 10** : 19h. Vernissage de l'exposition de David Czemyan *L'Homme et le Mythe*.  
20h : *Trio Djaämi*, concert sans boussole.  
Jean-Marc Périssat (chant, batterie), Patrick Rimbart (chant, violon), Louis Plaud (chant, guitare).  
**samedi 11** : 20h. *Sac à malice*. Scène ouverte.  
**jeudi 16** : 20h. Réunion trimestrielle de Stopmines23 à Aubusson.  
**vendredi 17** : 20h. *L'aventure continue !* Reprises de chansons par le duo Bénédicte Vervacke et Olivier Philippson.

#### Une semaine de conte au Fabuleux destin

**samedi 18** : 20h. *Sur un bout de terre*. par Florence Rousseau. Spectacle de contes tout public, à partir de 10 ans.  
Florence Rousseau (conception, jeu, accordéon), Elodie Mora (regards extérieurs).  
**mercredi 22** : 15h30. *L'Homme qui levait les pierres*, par David Linkovski d'après Jean-Claude Mourlevat. Théâtre d'objets, tout public à partir de 3 ans.  
**jeudi 23** : 18h. Réunion mensuelle des bénévoles.  
20h : *Mon Pinocchio*, de et par Marie Prête, Cie La Vache Bleue.  
**vendredi 24** : 20h. *Le Conteur fait son cinéma* par Pépito Matéo. Création en chantier.  
**samedi 25** : 20h. *Une histoire de sable et de vent... La Femme-serpent*. Conte musical par Katell Coquillon.  
Katell Coquillon (voix), Colin Faivre (banjo).

### Mars

**jeudi 2** : 18h-21h. Le bar est ouvert.  
**vendredi 3** : 20h. *Face aux murs*. Film documentaire de Bernard Dumas, 2012, 52 mn. Ce film raconte l'histoire de Christian, Joseph, David et Djamel, quatre *street artists* qui vivent sans concession, l'énergie chevillée au corps. Leurs œuvres en construction sur les murs de Paris et de la banlieue n'ont rien à voir avec les tags et les marquages de territoire, mais avec l'art et la création.  
Projection *Creuse-Citron*.  
**samedi 4** : 10h-13h et 14h30-17h30 : Atelier couture.  
20h : *Yves Vessière*, concert.  
**jeudi 9** : 20h. *Daphné Swan et Éric Navet*. Concert.  
Daphné Swân (musique, paroles, piano, chant), Eric Navet (batterie, percussions).  
**vendredi 10** : 19h : Vernissage de l'exposition : *L'État des lieux*, photographies d'Antoine Picot.  
20h : *Je me suis accrochée à une planche*. Conte par Katell Coquillon.  
**samedi 11** : 20h. *Echate à la mar !* Chants de la Méditerranée.  
Agnès Sniter (chant), Etienne Candela (guitare, oud et théorbe).  
**jeudi 16** : 20h. Actualité des projets nuisibles en Creuse. Soirée-débat proposée par *Creuse-Citron*.  
**vendredi 17** : 20h. *Le Club de Jazz*. Scène ouverte.  
**samedi 18** : 20h. *Le Réveil des Pantoufles*. par Guillaume Barraband.  
**jeudi 23** : 20h. Réunion mensuelle des bénévoles.  
**vendredi 24** : 20h. *La Grève des électeurs* d'Octave Mirbeau. Concert-lecture par des membres de l'équipe du Fabuleux destin.  
**samedi 25** : 20h. *Récital Chopin* par Pauline Caplier, piano.  
**jeudi 26** : 18h-21h. Le bar est ouvert.  
**vendredi 31** : 20h. Contre-coup pour quatre mains. Concert avec Franz Avril et Nadia Léna Blue.

## Ateliers et Vie aux Coudercs

6 Lascoux 23220 Jouillat

ateliersvie-coudercs@orange.fr 05 55 51 22 39



**Du 8 au 28 février** : *Cuba*, exposition photo de Martine Prunier. ouvert le 11 et 12 février de 14h à 18h et sur rendez-vous.

**Mercredi 8 février à 18h** : « Cuba par-ci, Cuba par-là », diaporama.

**Mercredi 22 février 18h00** : *Le pouvoir en milieu paysan*, présentation-discussion avec Julien Dupoux, d'après sa thèse effectuée sur le Plateau de Millevaches.

Comment un paysan peut-il décider de sa vie ?

Quels sont les pouvoirs des paysans et lesquels sont à leur portée ? On nous montre et on nous définit souvent le pouvoir comme quelque chose de strictement institutionnel, mais il ne s'agit là que d'une forme particulière de pouvoir. Et c'est parfois un choix (celui d'être dans les bons tuyaux ? celui de l'argent ?) que de considérer le pouvoir comme toujours « en haut », dans les trônes gouvernementaux européens, de la FNSEA, ou dans les marchés boursiers.

Nous pourrions également aborder des thèmes comme les différences entre agriculteur et paysan, ou qu'est-ce que c'est que d'être paysan.

Et réfléchir aux problématiques à venir sur notre territoire : l'installation des jeunes, les agrandissements parfois vus comme une fatalité et la terre qui est possédée par de moins en moins de personnes, les nouvelles initiatives en milieu paysan.

**Du 1er au 9 avril. Ouvert les 1, 2, 5 avril de 14h à 19h**

*Les Dabs*, exposition de David Czemyan techniques mixtes, Antoine Picot pastel, Bernard Bondieu sculpture.

Pour tous renseignements sur le reste de la programmation et prendre rendez-vous pour les expositions en dehors des heures d'ouverture Contact : 05 55 51 22 39.

**Vendredi 24 février, 20 h 30****Espace associatif Gilbert-Roth (CIRA),  
64, avenue de la Révolution à Limoges**

Gérard Lecha, poète, présente Eugène Bizeau (1883-1989), vigneron, poète, chansonnier (décédé à 106 ans), anarchiste, pacifiste et libre penseur.

Il se dépeignit lui-même :

*Tourangeau frisé, frisant la trentaine,  
Vit par ses efforts sur le sol natal,  
Pétrit ses chansons d'amour et de haine  
Et se trouve bien d'avoir tourné mal.*



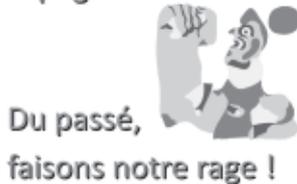
Soirée organisée par le groupe limousin de l'Union pacifiste, le Centre international de recherches sur l'anarchisme et la Libre pensée 87.

**Jeudi 16 mars, 20h****Le Fabuleux destin à Aubusson**

*Actualité des projets nuisibles en Creuse*  
Mines, éoliennes, enfouissement de déchets radioactifs, notre bout du monde est une cible privilégiée pour une politique de croissance à courte vue et de pseudo-écologie. L'État inféodé à des entreprises rapaces s'imagine peut-être que le petit nombre de ploucs que nous sommes se laissera faire. Les résistances en cours à tous ces projets sont en train de lui donner tort.



Soirée-débat proposée par Creuse-Citron

**Samedi 4 mars, 20h30****Espace Noriac à Limoges****Espagne 36**

**Du passé,  
faisons notre rage !**

**Des idéaux républicains et libertaires  
aux luttes d'aujourd'hui !**

Spectacle musical interprété par la Chorale des résistances sociales (CRS), des membres des chorales La Noire, Ateneo republicano, Retour Ô 35 chœurs ; et avec la participation des Chaotics Footstompers.

**Vendredi 24 et samedi 25 mars****Salle plénière du Conseil départemental  
à Limoges****Journées mémorielles de l'Ateneo  
republicano du Limousin**

**Vendredi 24, 20h30** : Film : *Les Enfants perdus du franquisme*, de Montse Armengou.

**Samedi 25, 9h30** : Débat : *Les Femmes sous le franquisme*.  
14 h : Discussion sur le film de la veille.

**Où trouver Creuse-Citron ?**

**Aubusson** : Librairie *La Licorne*, 42, Grande-Rue  
*Au Fabuleux destin* café-spectacle, rue Cerclier  
Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue  
*Presse d'Aubusson*, 31, Grande-Rue  
Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4, rue Vaveix  
**Bourgneuf** : *Maison de la presse*  
**Boussac bourg** : *Ferme Chauveix*  
**Bussière-Dunoise** : Bar-coiffeur *Pignaut*  
**Chambon-sur-Voueize** : *Bar Aux deux pianos*  
**Champagnat / St-Domet** : Étang de la Naute  
**Colodannes** : *Auberge du prieuré*  
**Dun le Palestel** : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots  
**Évaux-les-bains** : Bar-tabac *Le Rallye*  
Cinéma *Alpha*

**Eymoutiers** : Librairie *Passe-Temps*  
Ressourcerie *Le Monde allant vers*  
*Café des enfants*  
**Felletin** : Bar-tabac *Le Troubadour*  
Ressourcerie *Court-circuit*  
**Gargilasse-Dampierre** : *Auberge de la Chaumerette*  
**Guéret** :  
*Coop des champs*, rue de Lavilatte  
*Bar de la Poste*, rue Martinet  
Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France  
Librairie *Au fil des pages*, place du Marché  
Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat  
*Solecobois*, 14, av. Fayolle  
**La-Jonchère-St-Maurice** : *Le Radeau actif*  
**La Souterraine** : *Le Panier du coin*

**Limoges** : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte  
*Undersounds*, 6, rue de Gorre  
Espace *El Doggo*, 22, rue de la Loi  
*CIRA*, 64, rue de la Révolution  
**Montluçon** :  
Librairie *Le Talon d'Achille*, 8, pl. Notre-Dame  
Librairie *La Gozette*, 4, rue Porte des forges  
**Royère-de-Vassivière** : Bar *L'Atelier*  
**St-Loup** : Restaurant *Le P'tit loup*  
**St-Junien-les-Combes** : Lieu associatif *Comme  
une fleur sur la soupe*  
**Sardent** : Épicerie *Vival*  
**Sur le plateau et les marchés** : Épicerie itinérante  
*Le Temps des cerises*  
et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

**Creuse-Citron**

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.



Courrier postal : Creuse-Citron  
BP 2 23 000 Sainte-Feyre  
Courriel : [creuse-citron@legtux.org](mailto:creuse-citron@legtux.org)

**Prix Libre**

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

**Abonnements : voir page 21**

Numéro réalisé avec le logiciel libre  
SCRIBUS ([www.scribus.net](http://www.scribus.net))  
Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.